

# HORIZONS NOUVEAUX

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques  
Internationales publié avec le concours de  
l'Institut d'Histoire Sociale

EST & OUEST

53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris  
Tél. : 46 14 09 37  
Fax : 46 14 09 25

## sommaire

<b>Branko LAZITCH.</b> – La Serbie au ban de la société internationale .....	1
<b>Alexandre POPOVIK.</b> – L'Islam dans l'ex-Yougoslavie .....	4
<b>Gilles DORRONSORO.</b> – De la guerre civile à l'intervention onusienne en Somalie .....	7
<b>Pierre LORRAIN.</b> – La Russie face aux défis industriels .....	10
<b>Vladimir DOUDNIK.</b> – L'armée russe est-elle sûre ? .....	14
<b>Robert PARSONS.</b> – Chevardnadze s'impose en Géorgie .....	16
<b>Philippe PAQUET.</b> – Des canons russes contre du beurre chinois .....	18
<b>Hervé LE GOFF.</b> – Les composantes du crime organisé en Italie .....	20
<b>CHRONIQUES</b>	
<b>Pierre RIGOULOT.</b> – La nouvelle donne militaire en Europe de l'Est .....	23
<b>P.L.</b> – En Russie, le congrès des députés à l'œuvre .....	24
<b>Morvan DUHAMEL.</b> – Vietnam : ce qui change et ce qui demeure .....	25

<b>Pablo FERNANDEZ.</b> – Le rôle des femmes dans la guérilla du Sentier Lumineux .....	26
<b>Claude HARMEL.</b> – Confessions d'un père jésuite, ancien auxiliaire du communisme .....	27

### NOTES ET INFORMATIONS

En Finlande, l'URSS stipendiait aussi des non-communistes .....	29
Contrepartie de prébendes soviétiques .....	29
Révélations d'un transfuge de l'espionnage soviétique en Scandinavie .....	29
Qui espionne qui ? .....	30
Présence inattendue d'Israël en Asie centrale .....	30
Surarmement à Cuba .....	30
Un « blocus » bien peu contraignant .....	31
« Catacombes », dernière .....	31
Banal assassinat .....	31

### LIVRES

<b>P.R.</b> – L'islamisme politique, un tigre de papier ? ..	32
--	----

## LA SERBIE AU BAN DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

Lors des élections parlementaires du 20 décembre en Serbie, le Parti socialiste (communiste) a recueilli environ 33 % des voix, à quoi s'ajoutent près de 22 % pour son satellite, le Parti radical de Vojislav Seselj, ce qui constitue la majorité absolue des suffrages et des sièges. Lors des élections présidentielles, le même jour, Slobodan Milosevic s'est fait plébisciter, car – sans qu'on puisse compter la part exacte de la fraude électorale – il a dépassé la majorité absolue, ce qui l'a fait élire dès le premier tour. Ainsi, l'élection présidentielle a abouti au triomphe personnel de Slobodan Milosevic et l'élection législative, au triomphe de Vojislav Seselj, deux esprits des plus dangereux et des plus malsains pour l'avenir de la paix, de la démocratie, et du peuple serbe lui-même – tous deux figurant d'ailleurs en tête de la première liste de criminels de guerre dressée par le Département d'État américain.

Il y a plus d'un demi-siècle, au temps du fascisme triomphant en Europe, on avait l'habitude

de dire que chaque peuple avait le fascisme qu'il méritait. L'éventail était large, symbolisé par chaque « führer » pris individuellement : Hitler, Mussolini, Franco, Quisling, Degrelle, Doriot, Kodreanu, Czalai, Pavelitch, etc. Aujourd'hui, en paraphrasant cette formule, on peut dire que chaque peuple de l'Europe centrale et orientale entré dans le post-communisme a choisi le régime qu'il mérite. On y trouve, à une extrémité, l'ex-Tchécoslovaquie et à l'autre, l'ex-Yougoslavie. Dans le premier cas, le passage du communisme au capitalisme s'est effectué par la « révolution de velours », et la séparation entre les Tchèques et les Slovaques s'opère sans incident. Au parlement, siègent côte à côte les ex-persécutés (anti-communistes) et les ex-persécutés (communistes). Rien de tel sur le territoire de l'ex-Yougoslavie : lors des élections présidentielles de Croatie, la majorité des suffrages est allée à un antisémite, Toudjman (qui s'oppose d'ailleurs, et on comprend pourquoi, à la traduction en langues étrangères de son principal ouvrage « historique ») ; en Bosnie-

Herzégovine, le suffrage universel a remis le pouvoir entre les mains d'Alia Izetbegovic, qui dans sa « *Déclaration islamique* » présente le Pakistan comme Etat-modèle ; finalement, en Serbie, le verdict populaire vient de confirmer à la tête de l'Etat Slobodan Milosevic, dont le nom se passe de tout qualificatif.

\* \*

D'une manière générale, quand dans une démocratie le peuple est appelé aux urnes, le gouvernement en place présente un bilan de son activité, tâche que Milosevic a systématiquement évitée tout au long de sa campagne électorale, ce qu'un journaliste américain avait fort bien constaté et expliqué : « *Vous ne penseriez pas que sur la base de son bilan, Slobodan Milosevic dispose d'une chance d'être réélu lorsque le 20 décembre, les Serbes voteront pour élire le nouveau président. Sa guerre pour une « Grande Serbie » en Croatie et en Bosnie-Herzégovine a réduit la Serbie au niveau d'un Etat paria, coupé du monde par les sanctions des Nations Unies et accablé par un chômage massif et une hyper-inflation* » (« *The Wall Street Journal-Europe* », 14 décembre 1992.)

Ce bilan est d'autant plus catastrophique qu'il contredit totalement les promesses électorales faites par Milosevic lors de la consultation précédente, en décembre 1990. Il ne lui a fallu que deux ans de cette législature pour pulvériser ses deux principaux mots d'ordre et faire exactement le contraire de ce qu'il avait promis : apporter la paix et la prospérité. En même temps, cet électorat s'est comporté à l'opposé de la thèse de Marx, selon laquelle c'est l'existence qui détermine la conscience. Si l'existence matérielle avait dû déterminer le vote du 20 décembre, Milosevic n'aurait mobilisé qu'un faible pourcentage des voix, la couche des profiteurs du régime, la nouvelle Nomenklatura. La conscience n'a pas davantage guidé l'électorat, mais plutôt l'inconscience. Ce n'est pas chez Marx que Milosevic a cherché l'inspiration pour sa politique, mais chez un maître à penser plus terre-à-terre : Lénine. Celui-ci a enseigné aux communistes à se servir d'une triple casquette quand ils ne peuvent pas utiliser la leur propre. Ils peuvent se métamorphoser successivement ou alternativement en nationalistes, en démocrates et en socialistes. L'expérience de ce siècle nous a appris que l'étiquette nationaliste s'est révélée la plus payante. De la Chine de 1924, marquée par l'alliance communistes-nationalistes, jusqu'à l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, caractérisée par le front uni du Congrès national africain et du Parti communiste, nombreux sont les pays qui ont connu cette tactique. Certes, elle n'a pas toujours réussi, mais elle a profondément affecté une multitude de nations, même sans qu'il y ait prise du pouvoir. Ce fut tout particulièrement vrai au cours de la deuxième guerre mondiale, lorsque Staline appela à la « Grande guerre patriotique » au nom de la Sainte

Russie et que Tito se servit de la « libération nationale » pour accéder au pouvoir... et y rester trente-cinq ans.

Depuis la mort de Tito (1980), Milosevic a gravi successivement tous les échelons du pouvoir pour devenir le chef du Parti et de l'Etat serbe sans jamais montrer le moindre signe de nationalisme serbe. C'est seulement quand il s'est rendu directement et personnellement compte, au sujet du Kosovo, de la force potentielle du nationalisme en Serbie qu'il s'est déguisé en nationaliste. Il est d'ailleurs caractéristique que de tous les pays de l'Europe centrale et orientale, seules la Roumanie et la Serbie font tout particulièrement entendre cette musique patriotique, sous les deux chefs d'orchestre que sont Iliescu et Milosevic – précisément deux communistes qui ont changé le nom communiste, l'un en démocrate, l'autre en socialiste, et usurpé le pouvoir au nom d'une fraction qui l'a emporté sur une autre (Iliescu contre Roman, Milosevic contre Ivan Stambolic). C'est pourquoi les médias occidentaux rendent gratuitement et abusivement service à Milosevic lorsque, par exemple, le lundi suivant les élections, deux quotidiens sérieux, « *The New York Times* » et « *Libération* », ne l'appellent dans leur article de tête ni simplement Slobodan Milosevic, ni « *le national-communiste Milosevic* », ce qui correspondrait à la vérité, mais le qualifient de « *nationaliste* » tout court, ce qui ne représente que la moitié de la vérité.

\* \*

Il ne suffit pas seulement de lire Milosevic pour constater son usage exclusif de la « langue de bois » ; il faut aussi observer à quel point son comportement est conforme au stalino-titisme. Il n'est que d'analyser le choix qu'il a pratiqué dans la sélection des députés qu'il a fait élire au Parlement, ainsi que la promotion des « hommes d'affaires » de type spécial qu'il a organisée. Au contraire des staliniens qui prétendaient être des « hommes nouveaux », les hommes de Milosevic ne sont pas nouveaux pour les fichiers de la police allemande et pour ceux d'Interpol, spécialement dans le cas Zeljko Raznatovic « Arkan », élu député serbe dans la capitale du Kossovo, Pristina. Avant de « gagner » la sympathie de la population albanaise, il avait attiré l'attention du *State Department*, qui l'avait inscrit sur une première liste de criminels de guerre. Soupçonné par un tribunal allemand, il y a près de vingt ans, de complicité dans l'assassinat d'un exilé politique yougoslave, il avait déjà acquis une fortune colossale : une banque, une agence de détectives, une pâtisserie, plusieurs stations-services... ; par-dessus tout, il commande un détachement spécial de volontaires serbes, les « Tigres », dont les actes de cruauté ont été connus bien au-delà des frontières de l'ex-Yougoslavie. « Arkan » est le modèle des « *forces saines de la nation serbe* », c'est-à-dire de ceux qui, en uniforme ou en civil, occupent des positions-clé.

Voici d'ailleurs ce que pense de cette nouvelle classe dirigeante Mme Miryana Markovic, professeur de sociologie à l'Université de Belgrade, marxiste-léniniste orthodoxe et par ailleurs épouse (non-séparée) de S. Milosevic : « *Les contrebandiers et les profiteurs de guerre sont en train de devenir la couche sociale la plus puissante. Ce sera seulement une question de mois pour qu'ils entrent au Parlement et au gouvernement. Ainsi, il va arriver que le pouvoir économique et politique soit aux mains de ceux dont la place serait au tribunal ou en prison* ». Quatre jours après cette interview (« *Borba* », 17-12-92), « *Arkan* » et ses trois collègues « indépendants » étaient élus au Parlement.

Si Milosevic peut considérer comme électoralement sûres diverses couches de la population : réfugiés serbes en provenance de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, retraités, chômeurs, paysans, femmes, il manque toutefois, sur cette liste, une catégorie importante, et pour cause : les étudiants, la branche politiquement la plus saine du pays, qui disposent de leur propre parlement et qui ont été à l'origine des trois actions peut-être les plus importantes de ces deux dernières années : les grandes manifestations du 9 mars 1991, qui ont fait trembler les piliers du régime ; le grand congrès national de juin 1992, accompagné d'une grève et de l'occupation de quelques facultés pendant presque un mois ; enfin, l'initiative pour désigner un candidat unique lors de l'élection présidentielle du 20 décembre, ce qui a amené l'opposition démocratique (DEPOS) à soutenir la candidature commune de Milan Panic.

\* \* \*

Ceux qui ont voté pour Milosevic et qui le défendent ou le soutiennent dans leur argumentation confondent facilement l'histoire d'hier et les politiques d'aujourd'hui. Leur argument favori consiste à en appeler à l'histoire à titre de témoin : plusieurs fois, au cours des deux derniers siècles, le peuple serbe s'est dressé seul contre la grande puissance dirigeante du moment dans les Balkans ou en Europe ; chaque fois, les Serbes étaient seuls au départ, et furent battus ; mais le résultat final fut la disparition de ces empires et la résurrection de l'Etat serbe (avec un territoire agrandi). Tel fut le cas avec les Turcs d'abord (l'insurrection serbe en 1804, la première dans les Balkans, et la fin de l'empire Ottoman en 1912) ; puis avec l'Empire austro-hongrois (liquidé en 1918) ; enfin, avec le III<sup>e</sup> Reich (les Serbes écrasés en 1941 à la suite d'un coup d'Etat anti-allemand et la Yougoslavie victorieuse en 1945).

Tout cela appartient à l'histoire, alors qu'aujourd'hui, il s'agit de politique et de diplomatie, mais s'il y a une seule leçon de l'histoire à retenir, elle est fort simple : autrefois, les Serbes concluaient des alliances diplomatiques et mili-

taires puissantes, tandis qu'à présent, ils sont seuls et, par-dessus le marché, mis au ban de la société internationale. Dans une telle situation, il est illusoire de vouloir proclamer des Etats serbes que personne (pas même Milosevic) n'a reconnus. Et il est irresponsable d'évoquer, à propos de Sarajevo, la première guerre mondiale, et d'en prophétiser une troisième. De même, il est grotesque de vouloir stigmatiser comme criminels de guerre trois ministres des Affaires étrangères de deux principales puissances occidentales (Baker, Eagleburger et Gentscher). De nos jours, une guerre est menée simultanément sur deux plans : les rencontres des armées et les caméras de télévision. La guerre sur ce deuxième plan a été perdue par Milosevic avant même d'avoir commencé et les victoires remportées sur le premier plan n'ont pas changé grand-chose. La « légitimité populaire » acquise par Milosevic n'y changera rien de plus.

De quoi le demain sera-t-il fait ? D'un « tournant » de Milosevic, assagi par le pouvoir et décidé à faire rentrer la Serbie dans le concert des peuples libres d'Europe ? Ou, au contraire, provoquera-t-il une troisième guerre balkanique ? Risque-t-on alors une deuxième guerre froide, bien que désormais ne subsiste qu'une seule superpuissance dans le monde ? Le choix est large et les hypothèses plausibles sont fort diverses. Les chances réelles de victoire du camp Milosevic paraissent toutefois de moins en moins probables sur le plan diplomatique, difficilement réalisables sur les plans politique et militaire, et seraient avant tout criminelles sur le plan humain.

Branko LAZITCH

VIRGINIE COULLONDON

## LE RUSSISME

Enquête sur une autre  
démocratie

Clattès

# L'ISLAM DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

**L'**écroulement partiel ou total, selon les régions, dans les différents pays européens, de ce qu'on appelait hier encore le « marxisme-léninisme », a-t-il eu ou non des répercussions sur la situation des communautés musulmanes balkaniques ? Si la réponse à cette question semble indéniablement être oui, il est cependant encore très difficile de mesurer l'amplitude de ce phénomène, et à plus forte raison, par conséquent, d'essayer de le décrire en particulier dans l'ex-Yougoslavie.

On ne savait pas au juste combien il y avait de musulmans en Yougoslavie avant l'éclatement de cet État et le début de la guerre qui y règne depuis lors, car les recensements effectués au cours des dernières décennies ne tenaient pas compte de la confession des populations. Leur nombre devait cependant dépasser (largement ? Très largement ?) le chiffre de trois millions pour un total de 22 418 331 habitants (recensement de 1981).

Ces musulmans étaient divisés en trois groupes principaux :

- en *Bosnie-Herzégovine*, il s'agissait de musulmans slaves de « nationalité musulmane » (dont l'existence a été reconnue officiellement par les autorités communistes, pour des raisons politiques, en 1969), de musulmans de nationalité serbe et de musulmans de nationalité croate. En tout, environ deux millions de personnes ;

- en *Serbie*, dans la région du *Kosovo*, on trouvait surtout des musulmans albanais, au nombre d'un peu plus d'un million, plus quelques dizaines de milliers (?) de musulmans turcs ;

- enfin, en *Macédoine*, vivaient des musulmans macédoniens dont on ignore le nombre exact (de 100 à 200 000 ?), mais avant tout, plusieurs centaines de milliers (?) de musulmans albanais, plus environ 100 000 musulmans turcs.

À ces trois groupes, il fallait ajouter quelques dizaines de milliers de musulmans au *Monténégro* (quelques rares musulmans monténégrins et beaucoup de musulmans albanais), ainsi que quelques dizaines de milliers de musulmans gitans et des dizaines de milliers d'autres musulmans appartenant à toutes les nationalités citées, qui se trouvaient disséminés partout dans le pays.

Comme on le voit, la communauté musulmane yougoslave se présentait en fait sous la forme de plusieurs communautés régionales, dont les relations officielles (et non officielles) avec les autorités, ainsi que la situation réelle sur le terrain, révélaient des différences notables. C'est pourquoi, si l'on cherche à comprendre la situation exacte de ce puzzle complexe, il faut étudier séparément le cas de chacune de ces communautés.

Essayons d'examiner d'abord, très rapidement, l'ensemble de la situation *avant* l'éclatement de la guerre en Bosnie-Herzégovine au printemps 1992.

J'ai publié il y a deux ans, aux Éditions de l'Âge d'Homme (1), une analyse détaillée de la situation réelle des musulmans yougoslaves pendant toute la période communiste (1945-1989).

Mais la situation a beaucoup évolué depuis, car après quarante-cinq années d'une stabilité factice et imposée, les choses ont bougé à une très grande vitesse et l'on est, au moment où j'écris ces lignes, déjà très loin de la conjoncture d'il y a seulement quelques mois. Il existe d'ailleurs à présent, sur cette période (qui a duré à peu près deux ans : d'avril-mai 1990 à avril-mai 1992), une documentation importante, qu'il est cependant très difficile de suivre, car il s'agit surtout d'un grand nombre d'articles (et d'informations en tout genre) parus dans la presse locale aux quatre coins du pays, presse bien entendu pratiquement introuvable à Paris. Néanmoins, plusieurs chercheurs (aussi bien locaux qu'étrangers) travaillent maintenant sur ces sujets difficiles et délicats, que l'embrassement du Golfe avait rendus à un moment donné encore plus embrouillés. Essayons tout de même de dire ici quelques mots des divers groupes de musulmans de l'ex-Yougoslavie, en commençant par les groupes numériquement les moins importants.

Comme il fallait s'y attendre, on n'a absolument aucune information, pour l'instant, sur une éventuelle évolution de la situation au cours de cette brève période chez les musulmans gitans de Yougoslavie, ainsi que chez ceux du Monténégro.

On a du mal également à savoir quelque chose de précis (sur le plan *religieux*) concernant les musulmans turcs de Yougoslavie, dont la presse restait résolument laïque et encore très fidèle à son discours « progressiste », « révolutionnaire » et pseudo-marxiste des dernières décennies. Il y a lieu de signaler cependant la création d'un parti politique turc « indépendant », qui cherchait à attirer dans son sein l'ensemble de la population turque du pays, mais dont on ne connaît guère pour l'instant le programme et la position vis-à-vis du phénomène religieux (si toutefois celle-ci a vraiment été explicitée).

On a de plus en plus entendu parler, cependant, des musulmans macédoniens, qui cherchaient désespérément à se structurer de façon claire et reconnue, d'une part par rapport à leurs compatriotes macédoniens non-musulmans, d'autre part

(1) *Les musulmans yougoslaves (1945-1989) : médiateurs et métaphores*, Lausanne, mai 1990.

(et sans doute davantage) par rapport aux autres groupes de musulmans yougoslaves, tentant surtout de s'affranchir de la mainmise des musulmans albanais sur le Kosovo, infiltrés en très grand nombre au cours des dernières années en Macédoine occidentale. Mais cette tentative semblait difficilement réalisable du fait du très petit nombre d'« intellectuels » dont dispose ce groupe restreint.

Il était (et il est encore) pratiquement impossible de savoir quelque chose de précis sur la situation *religieuse* actuelle des musulmans albanais (du Kosovo et de la Yougoslavie en général) du fait de l'explosion du *nationalisme* albanais (soutenu de façon sournoise par le régime communiste pendant plusieurs décennies) qui couvre tout le champ d'observation, masquant ainsi les possibilités éventuelles d'analyser l'influence réelle de la religion musulmane (côté mosquées et côté confréries mystiques) sur ces populations.

C'est évidemment la situation des musulmans (avec un *m* minuscule, donc ceux qui sont plutôt religieux) et des Musulmans (avec un *M* majuscule, donc ceux qui sont plutôt « laïcs », selon la terminologie officielle en cours) (2) de Bosnie-Herzégovine qui apparaissait la plus complexe et la plus instructive.

### Du printemps 1990 au printemps 1992

Les premières élections libres de Bosnie-Herzégovine depuis la Seconde guerre mondiale ont vu la déroute absolue du Parti communiste local et la victoire du tout nouveau Parti politique musulman, qui regroupait à cette occasion, en une « union sacrée », toutes les tendances existantes.

Peu de temps après et bien avant que le principal accusé du fameux « procès de Sarajevo » de 1983, M. Alija Izetbegović (condamné à l'époque par le régime titiste à quinze années de prison, ne devienne le nouveau Président du gouvernement de Bosnie-Herzégovine, ce Parti politique musulman avait éclaté en plusieurs fractions, dont les trois principales branches pouvaient être qualifiées respectivement de « religieuse », « laïque » et « gauchisante » (cette dernière regroupant les communistes, les marxistes et les pseudo-marxistes). Mais très rapidement, ce dernier groupe sombra « corps et âme », ne laissant sur place que les deux branches « habituelles », laïque et religieuse, qui s'affrontaient de plus en plus ouvertement au cours des nombreux meetings de leurs adhérents respectifs et à travers leurs organes de presse (3).

La situation semblait naturellement loin d'être claire, aussi bien quant à la distribution des postes-clés que quant aux options à brève et à longue échéance du nouveau gouvernement local et à ses véritables tendances, lorsque la guerre civile s'est

propagée sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine...

### La guerre

La toute première chose qu'un historien se doit de rappeler, à propos de la guerre de Bosnie-Herzégovine, est évidemment le fait qu'il s'agit là d'un désastre absolu pour l'ensemble des populations qui y sont engagées. Nous manquons pour l'instant de renseignements suffisamment sûrs et précis, d'une part, et du recul nécessaire, d'autre part, pour pouvoir en parler de façon cohérente ; nous sommes par conséquent amenés à émettre des hypothèses fragiles, fondées plutôt sur des présuppositions que sur les faits réels. Sans oublier de souligner, dès le départ, une donnée essentielle (allègrement éludée pourtant par l'immense majorité des informateurs, journalistes et autres), à savoir qu'il s'agit d'une guerre déclenchée par une « armée populaire » (ainsi que par diverses polices, milices, etc. du type de celles des « ex-pays de l'Est »), surabondamment armée et équipée depuis une quarantaine d'années en vue de la défense du régime titiste contre une éventuelle attaque soviétique. Au moment de l'écroulement du monde communiste extérieur, cette armée a su entraîner derrière elle, dans plusieurs camps opposés, les divers nationalismes locaux (tous à dominante, pour ne pas dire à base religieuse) que le régime communiste a su parfaitement utiliser pendant des décennies pour ses propres besoins. Et elle les a portés à ébullition, transformant ainsi très rapidement cette guerre civile en une guerre ethnique et religieuse.

Quelles ont été les conséquences de ce désastre général pour les différentes populations musulmanes du pays ? Et quelle est leur situation actuelle ? On peut dire sans risque de se tromper beaucoup que la population musulmane de Bosnie-Herzégovine est le grand perdant de cette guerre, sur tous les plans ; au point qu'à moins d'un partage de la région en trois zones « ethniques » correspondant à la confession respective de leurs habitants, partage qui paraît cependant très hypothétique, car extrêmement difficile à réaliser, on voit mal comment elle pourrait retrouver le statut privilégié qui fut le sien au cours des dernières décennies du pouvoir communiste. Il en est à peu près de même également (mais de façon infiniment moins douloureuse, du fait que ces populations ont échappé aux atrocités de la guerre) pour les autres groupes de musulmans de l'ex-Yougoslavie cités plus haut, avant tout pour les musulmans albanais du Kosovo et de la Macédoine, dont

(2) C'est naturellement l'ensemble de ces deux groupes, qui ne sont nullement séparés de façon administrative ou autre (ce qui permettait toutes sortes de manipulations à l'époque titiste), qui forme la « communauté musulmane » de Bosnie-Herzégovine au sens strict du terme. Ajoutons que les musulmans religieux (avec un *m* minuscule) font partie, bien entendu, des Musulmans au sens « ethnique » (avec un *M* majuscule), alors que l'inverse n'est pas vrai.

(3) Cf. à ce sujet l'analyse lucide de Xavier Bougarel, « Discours d'un Ramadan de guerre civile », dans *L'Autre Europe*, automne 1992 ; et, du même, « Le vote musulman en Yougoslavie », dans *Revue Française de Science Politique*, hiver 1992.

la cote dans le pays sur le plan ethnique aussi bien que religieux est actuellement au plus bas.

\*  
\* \*

Pour essayer de comprendre où en est l'islam dans les Balkans depuis la chute du mur de Berlin, on doit avoir présents à l'esprit, avant tout, les trois faits suivants.

Le premier est que l'on assiste, dans cinq pays sur six de cette zone, et cela de façon éminemment spectaculaire, à un effacement total de toutes les structures mises en place pendant la période de la « soviétisation » et périodiquement « rafistolées » depuis lors, au nom d'innombrables « réformes » qui essayaient continuellement de masquer l'essentiel, à savoir la faillite économique et morale des régimes communistes locaux. Il s'ensuit maintenant une période de pagaille sans nom, où l'on mélange tout et n'importe quoi, période qui durera certainement longtemps encore, car il ne peut exister de remède-miracle pour redresser rapidement une telle situation.

Le deuxième fait est que, d'après ce qu'on a pu voir jusqu'à présent, la tendance principale des divers milieux musulmans balkaniques se résumerait surtout à une euphorie « anti-régime communiste », et cela au bénéfice d'un islam nébuleux, plus ou moins mythique (plutôt plus que moins, bien entendu). Ceci est accompagné d'une tendance à gommer constamment les différences que présente le monde musulman extérieur entre sunnites et chiïtes, et aussi entre mouvements réformistes et mouvements traditionnalistes ; d'une tendance à évacuer d'office l'existence même du fondamentalisme et de l'intégrisme musulman, ainsi que de tous les autres problèmes brûlants qui

se posent actuellement au sein de ces multiples communautés ; et à ne pas chercher à voir clairement la place *possible* de cette *minorité religieuse* balkanique dans la société et dans l'État de demain où elle sera appelée à vivre.

Le troisième fait, enfin, est que (à moins de regrouper les populations musulmanes balkaniques dans des enclaves séparées pour créer des États musulmans à l'image de ce qui a été fait au Pakistan, par exemple) partout (sauf en Albanie) et quoi qu'il arrive, ces communautés musulmanes des Balkans resteront des *minorités religieuses* vivant à l'intérieur d'*États non-musulmans*, dont les dirigeants seront donc appelés, comme par le passé, à négocier, à opérer des marchandages avec les autorités de ces États « mécréants ». Ces marchandages se solderont par des compromis plus ou moins satisfaisants pour les différents groupes en question, ce qui créera des germes de mécontentement et d'éventuelles frictions, suivant des fluctuations imprévisibles, avec des oscillations entre l'intransigeance et la volonté de chercher des « arrangements » acceptables.

Pendant ce temps-là, les jeunes musulmans locaux iront poursuivre leurs études, religieuses et autres, à al-Azhar, en Arabie saoudite, en Libye, en Iran et ailleurs... Que récolteront-ils, et que sèmeront-ils à leur retour ? Nul ne peut le prédire. Ce que nous savons toutefois, c'est que la guerre civile, ethnique et religieuse actuelle de Bosnie-Herzégovine a envenimé pour très longtemps les relations entre les diverses populations en présence, créant ainsi une lourde tension entre musulmans et non-musulmans dans l'ensemble des Balkans. On voit mal, pour l'instant, quand et comment cette crise profonde et ses conséquences pourraient être surmontées.

Alexandre POPOVIC

## BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

À compléter et retourner à **EST & OUEST**, 53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris

Je soussigné .....

adresse .....

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (\*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la T.V.A.

<b>Tarif</b> : abonnement normal .....	330 F
abonnement pour l'étranger .....	430 F
abonnement de soutien (personne physique) .....	600 F
abonnement de soutien (personne morale) .....	700 F

(\*) barrez la case appropriée.

# DE LA GUERRE CIVILE À L'INTERVENTION ONUSIENNE EN SOMALIE

**L'**intervention armée de l'ONU en Somalie constitue un épisode marquant dans l'histoire récente passablement agitée de ce pays.

Le coup d'État de Siyad Barre, en 1969, mit fin à une expérience de démocratie parlementaire marquée par la corruption et l'incapacité du gouvernement à dépasser les clientélismes. Les élections libres de 1968, les seules organisées dans le pays à ce jour, avaient montré la tribalisation des partis politiques, tous étroitement liés à un clan. Le régime de Siyad Barre, adepte dès l'origine du « socialisme scientifique », ne fit qu'aggraver les problèmes intérieurs et extérieurs du pays.

## La lutte contre le tribalisme

La Somalie, devenue indépendante en 1960, est née de la réunion du Somaliland britannique et de la Somalia italienne. Contrairement à la plupart des États africains, elle présente une certaine unité ethnique et la langue somalie, avec de fortes variations dialectales, y est généralement utilisée. L'ethnie somalie est également présente dans les États voisins, avec en particulier les Issas à Djibouti, en Éthiopie et au nord du Kenya, ce qui n'a pas manqué de créer des conflits avec les États voisins.

Le nationalisme y est l'idéologie dominante de ces dernières décennies, mais l'absence de conscience nationale est patente, en raison de la fragmentation tribale. La principale division oppose les tribus Samale aux tribus Sab. Les premiers, « véritables » Somaliens, sont traditionnellement des nomades, alors que les autres, moins nombreux, sont généralement cultivateurs. Enfin, les anciens esclaves bantous, libérés au XIX<sup>e</sup> siècle, sont tenus en mépris par le reste de la population.

Chaque individu se réfère, pour se situer socialement, à des réseaux complexes de solidarité : tribu, clan, famille élargie. L'unité la plus significative est encore le sous-clan, qui est solidairement responsable de ses membres pour le paiement des compensations dues en cas de meurtre, par exemple. Les clans sont endogames et constituent des systèmes hiérarchisés qui forment la base du système social. Les prises de décision, surtout chez les nomades, se font de façon assez démocratique, au risque d'une anarchie toujours menaçante.

Le régime de Siyad Barre ne pouvait pas accepter l'existence de corps sociaux entre l'État et l'individu. Ici, la lutte contre le tribalisme n'est pas séparable d'une volonté de contrôle totalitaire de la société et d'atomisation de l'individu. Les tentatives pour lutter contre le tribalisme culminent en 1971 avec l'autodafé des effigies représentant le tribalisme... Les clans sont alors autoritairement interdits pour favoriser la formation d'une conscience nationale.

La pratique est bien différente puisque le clan de Siyad Barre monopolise les postes les plus importants de l'administration et de l'armée. Les purges qui ont ponctué les deux décennies de pouvoir de Siyad Barre ont créé des inimitiés qui sont réinterprétées dans le cadre des vendetta traditionnelles. Le culte de la personnalité qui se développe à cette époque est largement ressenti comme la prise de contrôle d'un clan sur l'État, qui perd ainsi toute légitimité.

## Le facteur islamique

La population du pays est musulmane sunnite et elle tire fierté de ses relations avec les Arabes, ce qui exclut tout complexe d'infériorité par rapport aux étrangers et justifie les conflits avec l'Éthiopie voisine, chrétienne. L'islam somalien est encore un islam traditionnel, où le culte des saints joue un rôle majeur. Ces pratiques déviantes par rapport à l'orthodoxie sont fortement empreintes d'animisme.

Mais comme dans beaucoup de pays africains, l'Arabie saoudite finance, depuis quelques années, des campagnes d'arabo-islamisation. L'arabe est déjà la deuxième langue d'une partie importante de la population et les Frères Musulmans sont actifs, inspirés par l'exemple de l'Égypte et du Soudan. Un comportement plus « islamique » est demandé à la population (tenue des femmes, alcool...) en échange des dons saoudiens (trente millions de dollars pour la grande mosquée).

Cependant, les ulemas (les docteurs de la loi islamique) n'ont pas pu s'imposer comme interlocuteurs ou contre-poids au gouvernement de Siyad Barre. Ce dernier n'a d'ailleurs pas hésité à faire exécuter une dizaine d'ulémas en 1975, sous prétexte que ceux-ci s'étaient opposés au nouveau code de la famille. Les ulémas ne constituent donc pas un groupe capable d'imposer un compromis politique entre les partis ni un arbitrage entre les clans.

## La grande Somalie

Le régime de Siyad Barre a tenté de légitimer son régime par le projet quelque peu délirant de regrouper tous les Somaliens dans un État unitaire. Le nationalisme somalien a créé des conflits avec ses voisins, en particulier l'Éthiopie. Le territoire de Djibouti est en effet revendiqué par les Somaliens, les Issa étant apparentés aux Somaliens. L'enlèvement de l'ambassadeur de France en Somalie, en 1975, par le Front de Libération de la Côte des Somalis, semble avoir été perpétré avec

le soutien du gouvernement de Siyad Barre. La tension a atteint son point culminant quand le territoire est devenu indépendant en 1977, avec une relative normalisation ultérieure.

Le conflit principal opposa cependant la Somalie à son voisin éthiopien et déboucha en 1977-1978 sur la guerre de l'Ogaden. Malgré les efforts soviétiques, par l'intermédiaire de Cuba, pour favoriser une confédération de la Corne de l'Afrique, la Somalie soutint le Front de Libération de la Somalie Occidentale, puis passa directement à l'attaque en juillet 1977. Après une période

### SOMALIE :

#### QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES

*George Ayittey, un professeur d'économie ghanéen, a rappelé utilement, dans un article récent, quelques données économiques concernant l'Afrique en général et la Somalie en particulier au moment de l'intervention humanitaire occidentale dans la Corne de l'Afrique (1). Voici de courts extraits de cet article :*

« Après des années de mauvaise gestion, la plupart des pays africains sont aujourd'hui plus pauvres qu'ils ne l'étaient au moment où ils accédèrent à l'indépendance dans les années 60. Ceci n'est pas une justification du colonialisme mais la constatation d'un fait. Entre 1965 et 1987, le taux de croissance moyen annuel du PNB par tête était de 1,1 % pour toute l'Afrique et de 0,4 % pour l'Afrique sub-saharienne. Entre 1986 et 1991, le PNB est tombé de 0,7 % par an (Afrique du nord arabe comprise, mais non l'Afrique du Sud).

« Les résultats auxquels est parvenue l'Afrique sub-saharienne – ou « noire » – ont été les pires du Tiers Monde. Entre 1980 et 1989, le PNB de l'Afrique noire, par tête, a diminué en moyenne de 1,2 % pendant que l'Extrême-Orient croissait de 6,2 % et l'Asie du Sud, de 3 %.

« Selon les propres élites de l'Afrique, dont des anciens dirigeants africains comme Julius Nyerere et Kenneth Kaunda, les causes des problèmes de l'Afrique sont toujours externes : le colonialisme et l'impérialisme occidental, les effets du commerce des esclaves, l'exploitation par les multinationales, l'injustice du système économique international, l'afflux inadapté de l'aide étrangère, et maintenant la « marginalisation » (2).

« Mais une nouvelle génération d'Africains en colère rejette ces boniments et insiste surtout sur les facteurs internes : direction politique erronée, corruption systématique, mauvaises gestion économique, guerres civiles absurdes, tyrannie, violations des droits de l'homme, vandalisme militaire (...)

« Dans de nombreux pays africains, ceux qui ont pris les rênes du pouvoir après l'indépendance ont

été pires que les colonialistes qu'ils ont remplacés. En Somalie, l'administration civile qui détenait le pouvoir en 1960 était désespérément corrompue et incompétente. Elle fut renversée à la suite d'un coup d'État (en octobre 1969) par le général Mohammed Siyad Barre qui instaura le socialisme en se faisant appeler « Jalle » ou « Camarade ». Le gouvernement fut centralisé sous l'autorité d'un Conseil Suprême Révolutionnaire et la Somalie se mit sous la tutelle de l'Union soviétique.

« En 1979, l'économie était en lambeaux. Les options socialistes s'étaient avérées incapables de conduire au développement économique ; les prêts et crédits de l'étranger firent gagner seulement à la Somalie l'appellation de « gouffre de l'aide ». Pendant deux décennies, de 1965 à 1987, le PNB a crû au misérable taux annuel de 0,3 % et la production de nourriture par tête a baissé en moyenne de 2 % par an, de 1975 à 1985.

« Le régime de Barre, de plus en plus impopulaire et corrompu, recourut à la force brutale pour se maintenir au pouvoir. Tortures, exécutions de masse et pillages étaient à l'ordre du jour. Des régions entières furent dévastées par un régime en lutte contre son propre peuple. Les « libérateurs » qui chassèrent Barre en janvier 1991 ne firent guère mieux, se combattant mutuellement et causant de nouveaux carnages.

« Malheureusement, la Somalie n'est pas l'exception. L'Angola, le Libéria, le Mozambique, le Soudan, l'Ouganda et le Zaïre sont maintenant en ruines. Plus désespérant encore, de nombreux autres pays africains suivent la même voie de la corruption et de l'autodestruction ».

(1) *Wall Street Journal*, 10 décembre 1992. George Ayittey est intervenu dans le même sens au colloque organisé à Paris par l'Institut Euro 92 sur les conditions du développement de l'Afrique, le 9 décembre 1992.

(2) L'auteur désigne par là l'« abandon » de l'Afrique par les Occidentaux au profit de l'Europe de l'Est.

de flottement, l'URSS décida de soutenir l'Éthiopie et les 6 000 conseillers soviétiques furent expulsés de Somalie, ce qui mit fin à une coopération qui durait depuis 1969. Les États-Unis prirent ensuite le relais en occupant la base de Berbera et en fournissant des armes au régime jusqu'en 1988. Cet épisode marqua bien l'indépendance de la Somalie par rapport à son protecteur soviétique et les bases locales du pouvoir de Siyad Barre.

L'échec somalien en Ogaden n'empêcha pas Siyad Barre de revendiquer le nord du Kenya, ce qui favorisa le rapprochement entre le Kenya et l'Éthiopie. La Somalie est donc à présent totalement isolée sur la scène régionale du fait de ses revendications, ce que ne compense pas son adhésion à la Ligue arabe ou le soutien constant de l'Italie.

Le nationalisme agressif de Siyad Barre a épuisé le pays, fragilisé la construction nationale et fait apparaître des mouvements de rébellion au cours des années 1980.

## La chute de Siyad Barre

La chute de Siyad Barre après vingt et un ans de pouvoir, est due à l'action de mouvements armés, actifs à la périphérie du pays. Au nord, le *Somali National Movement* (SNM) qui opère depuis 1981, est une expression du clan des Issa. Au nord-est, le *Somali Salvation Democratic Front* (SSDF) regroupe les Marjerteen ; il est peu actif, mais c'est le plus ancien mouvement puisqu'il opère depuis 1978. Au centre, le *United Somali Congress* (USC), recrute chez les Hawiyé, et au sud, le *Somali Patriotic Movement* (SPM), fait partie du clan Darod.

L'USC, fondé en 1989, devint cependant dominant car la capitale, Mogadiscio, est dans une zone Hawiyé. En mai 1990, devant la détérioration de la situation, un groupe d'intellectuels et d'hommes d'affaires publia un Manifeste contre Siyad Barre. Certains signataires furent emprisonnés, puis relâchés devant les risques de troubles.

Fin 1990, la position de Siyad Barre, enfermé dans Mogadiscio, devint intenable. Le SPM (clan Darod) et l'USC (clan Hawiyé) étaient aux portes de la capitale et la dernière manœuvre de Siyad Barre fut de semer la discorde entre les deux mouvements en armant les Darod, provoquant des combats entre ceux-ci et les Hawiyés.

Le 19 janvier, l'USC entra dans Mogadiscio sous le commandement du général Aidid, un officier formé en URSS et qui avait passé six ans dans les prisons de Siyad Barre avant d'être élu président de l'USC en 1990. Ce mouvement n'est d'ailleurs qu'une confédération assez lâche de clans sans commandement unifié, qui se payent largement par le pillage. Les arsenaux (d'origine soviétique) de Siyad Barre étant tombés entre leurs mains, ils sont bien armés.

L'autre faction qui occupe une partie plus restreinte de la capitale est issue du Manifeste de mai

1990, avec Ali Mahdi à sa tête. Ce dernier, un homme d'affaires prospère, s'auto-désigna président intérimaire sans consultation avec les autres mouvements armés. L'Italie, qui avait soutenu Siyad Barre jusqu'en 1989, a depuis soutenu le groupe du Manifeste, en partie composé de personnalités autrefois proches de Siyad Barre.

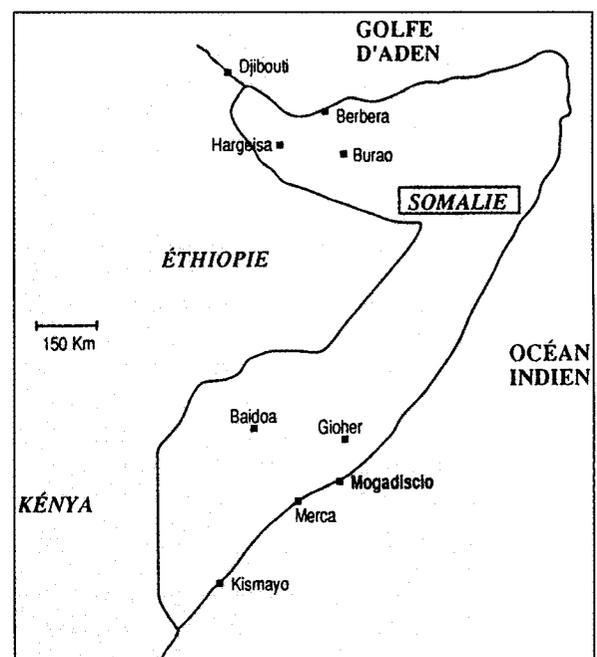
Les mois suivants furent occupés par des tentatives de compromis entre les différents partis, sans qu'aucune solution durable ne s'impose. Siyad Barre, qui s'était échappé dans sa région natale de Gedo, put même se rapprocher un temps de la capitale, avant d'être repoussé. Un accord entre les différents partis, conclu en août 1991, ne durera que quelques mois et la guerre entre les partis reprendra jusqu'à aujourd'hui, avec des périodes d'accalmie et des flambées de violences.

Le conflit principal entre Ali Mahdi et Aidid, qui contrôlait la majeure partie de la ville jusqu'à l'arrivée des troupes de l'ONU, est en fait celui de deux sous-clans des Hawiyés, les *Habr Gidir* (Aidid) et les *Abgal* (Ali Mahdi). Les clans neutres (*Hawadle*) se sont trouvés peu à peu engagés dans la lutte, souvent aux côtés de Ali Mahdi.

On est là bien loin du fonctionnement traditionnel du tribalisme somalien. Les deux leaders ont manipulé les loyautés claniques, comme Siyad Barre avait commencé à le faire au moment de sa chute, pour se créer des clientèles. Le surarmement, dû surtout aux Soviétiques, a contribué à déstabiliser la société somalienne. Le principal facteur de violence tient au fait que les soldats ne sont pas payés et vivent du pillage.

## L'aide humanitaire

Le chaos en Somalie n'a pas attiré rapidement l'attention de l'ONU, occupée sur d'autres terrains. La première tentative pour obtenir une



immunité des convois humanitaires fut menée par l'adjoint du secrétaire général, James Jonah, en janvier 1992. L'absence de connaissance du terrain conduisit la mission à un fiasco total et l'ONU laissa le dossier en suspens jusqu'à cet automne.

Les ONG se sont donc trouvées en première ligne pour parer aux effets de la famine, qui a déjà causé des dizaines de milliers de victimes. Et les problèmes de sécurité sont vite devenus prioritaires pour les organisations confrontées au pillage quotidien des convois. Les milices claniques ont trouvé là une autre source de revenu en fournissant, moyennant finances, des escortes armées aux convois humanitaires.

L'intervention actuelle ne peut avoir un effet réel de stabilisation que si un accord politique est trouvé entre les différentes factions. Cela suppose une présence de l'ONU durable, au minimum de plusieurs mois.

Il faut espérer que la focalisation sur l'action humanitaire n'a pas trop occulté l'aspect nécessairement politique de cette intervention. L'émotion populaire qui, comme au Kurdistan, a poussé les démocraties occidentales à intervenir pourrait aboutir, si les problèmes politiques n'étaient pas clairement posés, à des effets désastreux.

Gilles DORRONSORO

## LA RUSSIE FACE AUX DÉFIS INDUSTRIELS

« **T**rès peu d'experts ont vu l'essentiel : nous avons franchi le point le plus bas de la crise. Les douze ou dix-huit prochains mois seront encore très durs, mais nous avons en main tous les éléments pour aller de l'avant ».

M. Mikhaïl Maleï, conseiller du président Boris Eltsine pour la reconversion de l'industrie militaire, qui me recevait, à la veille du VII<sup>e</sup> congrès des députés, dans son immense bureau de la rue Ilienka (ancienne rue Kouibychev), à deux pas de la place Rouge et du Kremlin, se voulait résolument optimiste.

Selon lui, la situation du pays est, en fait, moins dramatique qu'il ne semble : en théorie, un État n'aurait pas pu survivre à la chute vertigineuse de la production que la Russie a connue au cours des douze derniers mois. Or, dans le même temps, le pays est parvenu à privatiser plus d'entreprises que le Royaume Uni en quinze ans.

Pour M. Maleï, malgré les résistances, la Russie évolue « inexplicablement » vers la nouvelle économie. Ainsi, au cours des derniers mois, les usines et les entreprises du secteur lié à la Défense, incapables de maintenir des salaires suffisants, ont perdu 1 800 000 travailleurs, reconvertis pour l'essentiel dans le nouveau secteur privé.

« *Le principal atout de la Russie, outre ses ressources naturelles considérables, c'est son peuple. Or le premier ministre Egor Gaïdar a su réveiller le peuple russe* ».

Laudateur, le conseiller du Président ? Non. Faire référence à M. Gaïdar, controversé et en proie à l'hostilité d'une énorme partie de la classe politique, était pour lui une manière d'affirmer ses opinions.

En outre, M. Maleï disait vrai : une activité inédite règne dans le pays. Elle ne touche encore qu'une petite partie de la population – surtout les jeunes –, mais elle se remarque d'autant plus que la règle, sous le communisme, était d'en faire le moins possible, en application de la maxime : « *Ils font semblant de nous payer, faisons semblant de travailler* ».

Pour le moment, ce « réveil » ne touche encore que la sphère du commerce et des services, où l'initiative individuelle peut se manifester presque sans contrainte. De ce point de vue, l'économie russe actuelle s'apparente à celle d'un pays qui sortirait entièrement ravagé d'une guerre, comme l'Espagne en 1939 ou l'Allemagne en 1945.

L'activité d'une partie de la population consiste à acheter à bas prix pour revendre plus cher ailleurs. Mais la concurrence joue et le marché noir disparaît, faute d'utilité. Des fortunes s'accumulent. Certains font référence à Marx pour affirmer que le pays traverse une phase d'« *accumulation primitive du capital* »...

### Le poids du VPK

Pourtant, la différence avec les après-guerre espagnol et allemand est énorme : dans ces deux pays, la chute de la production industrielle et agricole était directement provoquée par les destructions des combats. En Russie, en revanche, aussi bien l'agriculture que l'industrie restent entravées par les principes et les habitudes hérités de l'ancien régime. Et l'énorme secteur militaro-industriel, le VPK, d'après ses initiales russes (1), qui regroupe beaucoup plus de la moitié des entre-

prises du pays, produit de moins en moins, mais reste pratiquement intact et ne survit que grâce aux subventions de l'État.

Le véritable drame du pays se trouve là. Car le poids du passé et l'influence du VPK sont considérables, même si M. Eltsine s'est efforcé de les réduire depuis son arrivée au pouvoir.

Le premier vice-ministre de la Défense, M. Andreï Kokochine, qui me recevait avec quelques journalistes dans son bureau du grand immeuble blanc du ministère de la Défense, rue Znamenka (ancienne rue Frounzé), est un universitaire de formation et le premier civil depuis des décennies à occuper un poste de responsabilité au sein de ce ministère.

Selon lui, les commandes de l'État à l'industrie militaire ont été réduites en moyenne de 70 % au cours des dix-huit derniers mois. La production des missiles stratégiques et tactiques a été arrêtée, celle des véhicules blindés considérablement réduite. Quant à la flotte, beaucoup de bâtiments restent au port faute de maintenance.

En revanche, en 1993, les investissements de l'État dans le secteur de l'armement connaîtront une augmentation de 12 à 13 % par rapport à leur niveau actuel. Officiellement, le but de cette mesure est de moderniser l'industrie militaire russe et de la rendre compatible avec les nouvelles missions de l'armée (la qualité et la précision de préférence au nombre et à la puissance). La plupart des observateurs s'accordent toutefois à penser qu'il s'agit surtout de soutenir l'emploi et de rendre la reconversion socialement moins douloureuse.

### Reconversion et problèmes sociaux

Pendant la période soviétique, des villes entières ont été créées et se sont développées autour d'une activité unique liée à l'industrie de l'armement. Certaines de ces localités, comme Joukovski, près de Moscou, qui est entièrement consacrée aux activités aéronautiques, dépassent les cent mille habitants. Leur situation est aujourd'hui dramatique.

Le cas de la ville d'Obolensk, au sud de Moscou, près de Serpoukhov, est significatif. Elle compte cinq mille habitants. La seule activité est un Centre de recherche en micro-biologie, créé en 1975, qui donne du travail à la population adulte. À l'origine, l'essentiel des recherches, liées à la Défense, était consacré à la mise au point de vaccins et de méthodes de protection contre les armes bactériologiques. Aujourd'hui, les résultats scientifiques civils qu'on y obtient sont impressionnants : mise au point de traitements, notamment contre la maladie du légionnaire ou la salmonellose, de techniques biologiques pour augmenter la résistance des plantes (ce qui évite l'utilisation de pesticides), etc. Pourtant, le budget du Centre n'a

pas été augmenté depuis 1990, malgré une inflation galopante. Les huit docteurs ès-sciences et les deux cents « candidats » ès-science qui y travaillent gagnent des salaires de misère. En décembre, les appointements moyens des laborantins étaient de trois mille roubles, alors qu'il en fallait au minimum dix mille pour se nourrir.

Lors de ma visite, le directeur M. Nikolai Ourakov, m'expliqua qu'il pourrait sauver son centre s'il parvenait à commercialiser les produits fabriqués, qui sont parfaitement compétitifs en Occident. Mais le simple fait de déposer des brevets internationaux supposait des investissements en dollars qui dépassaient ses capacités. Et de soupirer : « Ah ! si nous avions un million de dollars ! ».

Dans ces conditions, l'idéal des responsables d'Obolensk n'est pas de s'ouvrir au marché international, mais de retrouver une situation de confort financier grâce aux subventions de l'État : « Nous représentons un potentiel intellectuel que l'État doit préserver ».

Quoi qu'il en soit, le centre d'Obolensk possède des atouts qui peuvent faciliter sa conversion, notamment le fait que ses activités sont duales (utilisables aussi bien dans le domaine civil que militaire). Mais ce n'est pas le cas de toutes les entreprises liées à la Défense pendant la période soviétique. L'exemple célèbre de l'usine de fusées qui se lance dans la fabrication d'autobus, illustration de la reconversion version Gorbatchev, n'était qu'une farce destinée à la propagande.

« Une unité de production qui monte des moteurs de tanks destinés à avoir une espérance de vie de vingt minutes dans les conditions du combat, ne peut pas se mettre à fabriquer des moteurs de tracteurs destinés à durer des années sans maintenance permanente », m'explique le Dr. Pavel Ivanov, chef du groupe d'étude sur la reconversion à l'Institut d'Économie mondiale et de Relations internationales de Moscou.

– Que faire alors de ces usines ?

– Les fermer ! répond-il sans hésitation.

### Les atouts de la Russie

De son côté, M. Maleï estime que le gouvernement doit surtout s'attacher à créer des industries nouvelles autour du savoir-faire technologique accumulé dans les centres de recherches de l'ancien régime. Car ce secteur possède des potentialités énormes pour l'avenir du pays.

Pendant la période soviétique, des recherches scientifiques originales ont été menées dans de

(1) VPK sont les initiales russes couramment utilisées pour Complexe militaro-industriel, mais elles désignaient à l'origine la Commission militaro-industrielle qui était chargée, auprès du gouvernement soviétique, de coordonner l'action des ministères liés à l'industrie d'armement (MOOP) et de leur fournir ce qui était nécessaire à leur activité y compris les secrets technologiques occidentaux. Le président du VPK avait rang de premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS.

nombreuses directions (lasers, cosmonautiques, génie biologique, informatique). Cantonnées dans le domaine militaire même quand elles étaient purement civiles, elles souffraient de deux handicaps :

\* Les liens entre la recherche et l'industrie étaient insuffisants en raison du très bas niveau industriel du pays. De nombreuses découvertes étaient si mal exploitées et, quand elles l'étaient, c'était à un coût si démesuré, que seul pouvait se le permettre le système de commandement administratif, et dans un but presque exclusivement militaire.

\* Pour l'essentiel, ces recherches étaient couvertes par le secret d'État et elles restaient de ce fait stériles, alors qu'elles auraient pu rapporter de substantiels bénéfices sur le marché mondial.

Aujourd'hui, la recherche peut s'ouvrir sur l'industrie mondiale (dépôts de brevets, entreprises mixtes, ventes de licences d'exploitation à l'étranger) et devenir un élément moteur de la reconstruction de l'industrie du pays.

Sûr de son effet, M. Maleï se rejette en arrière sur son siège et, avec un sourire de chat de Cheshire, me demande :

– *Avez-vous entendu parler des « neuro-computers ? ».*

Il s'agit d'ordinateurs d'une conception nouvelle, non plus fondée sur la logique binaire, mais sur un principe analogique qui s'apparenterait au fonctionnement des neurones du cerveau. Selon le conseiller de M. Eltsine, les recherches en seraient à un stade très avancé.

Bien entendu, elles le seraient également dans des domaines purement militaires, comme celui des missiles anti-missiles. M. Maleï affirme que des essais concluants auraient été faits avec un pourcentage de réussite « proche de 100 % ».

Réalité ou poudre aux yeux ? La logique plaide pour la première solution, même si un peu d'exagération (ou peut-être d'auto-persuasion) n'est pas à exclure. En tout cas, les recherches sur les neuro-ordinateurs (que l'on mène également en Occident) m'ont été confirmées par d'autres sources.

M. Gaïdar et ses proches considéraient l'émergence d'une nouvelle industrie comme la priorité numéro un. Pour cela, ils prévoyaient 150 milliards de dollars d'investissements sur quinze ans, avec une injection massive au départ (la moitié de cette somme devrait être investie au cours des quatre prochaines années).

## Deux visions de l'avenir

Après les événements de décembre et le rejet de M. Gaïdar par le Parlement, il est encore trop tôt pour dire si cet ambitieux programme sera maintenu. En effet, il suppose l'abandon de tous les « canards boîteux » du VPK.

Le jeune Premier ministre de M. Eltsine était conscient que le VPK, qui entretient l'inflation en obligeant l'État à financer par la planche à billets des biens qui n'apparaissent pas sur le marché, est le principal responsable de la crise.

Mais fermer les usines et les centres de recherches non rentables impliquait la mise sur pied d'un programme à long terme afin d'implanter des activités de substitution. Pour M. Gaïdar et son adjoint chargé de la redistribution de la propriété de l'État, M. Tchoubaïs, la privatisation, grâce notamment à la distribution de *vouchers* (ou « bons de privatisation ») de dix mille roubles distribués à toute la population russe, devait être l'un des moyens destinés à permettre aux entreprises rentables de s'en sortir et, dans un second temps, de favoriser l'émergence d'industries nouvelles, grâce notamment aux capitaux accumulés dans la sphère commerciale.

C'était sans compter avec l'hostilité d'une partie de l'ancien appareil, attaché aux valeurs du passé et dont le parlement russe, élu en avril 1990, à une époque où il n'était encore question que d'améliorer le communisme, s'est fait le représentant. Ainsi, tout au long de l'année passée, le Soviet suprême a bloqué les textes de loi qui autorisaient la propriété privée de la terre et, sous prétexte de préserver les intérêts de la population, il s'est efforcé de limiter la portée des réformes du gouvernement.

Aux réticences justifiées par les difficultés de la population, se sont ajoutées les pressions politiques : la préservation des entreprises liées à la Défense est le principal objectif des industriels réunis autour de M. Arkadi Volski, un ancien *apparatchik* (il a été membre du Comité central et chef du Département de la Construction mécanique de l'appareil du Parti) reconverti dans le rôle de « patron des patrons » russes qui se posent depuis plusieurs mois en alternative à M. Gaïdar.

En fait, contrairement à une idée fort répandue en Occident, M. Volski et ses amis ne constituent nullement l'ébauche d'une sorte de CNPF russe. Ils représentent le dernier soubresaut du système de planification. Les industriels issus du VPK n'ont qu'une seule crainte : l'introduction d'une véritable économie de marché qui les obligerait à faire leurs preuves. Pour eux, l'ancien système était idéal : l'État était leur client unique et, en raison du plan d'État, ils se trouvaient généralement en situation de monopole sur le produit qu'ils fabriquaient.

Pour la plupart, ils ne sont partisans du marché qu'à condition qu'il soit adapté à leur situation et à leurs intérêts. Ils aspirent à devenir les propriétaires de leurs usines, mais en limitant les risques : ils exigent un financement de l'État au nom de la défense de l'emploi, mais ne sont pas hostiles à la possibilité de vendre leur production sur le marché international contre des devises fortes... qu'ils souhaiteraient garder pour eux !

## La convergence des industriels et des conservateurs

Les intérêts des industriels rejoignent ceux d'une majorité de parlementaires désarçonnés par la situation du pays. Ce sont certes des nostalgiques du communisme et des nationalistes fanatiques, mais aussi des « centristes » qui estiment que le prix des réformes est décidément trop lourd pour la population.

Ils pensent qu'il doit être possible de suivre un chemin moins douloureux vers une nouvelle économie.

Au débat économique, s'ajoute un débat constitutionnel sur la nature du régime qui doit être mis en place en Russie : faut-il s'orienter vers le présidentielisme, comme le souhaite le président Eltsine, ou vers un régime parlementaire où le gouvernement serait responsable devant le Parlement, comme semblent le vouloir une majorité de députés conduits par le président du Soviet suprême, Rouslan Khasboulatov, un petit homme pâle, au poil noir et au regard de chien battu où pétillent, si l'on y regarde de plus près, des éclairs de ruse ?

Sous la conduite de cet homme, la VII<sup>e</sup> congrès des députés, réuni à Moscou du 1<sup>er</sup> au 14 décembre, est entré en rébellion ouverte contre M. Eltsine, adoptant les positions les plus rétrogrades, allant jusqu'à refuser de supprimer le sigle « URSS » du titre de la nouvelle Constitution. Le débat sur la nature du régime a été tranché, du moins provisoirement : ce sera un régime parlementaire. Après plusieurs jours de débats houleux, le congrès est également parvenu à se débarrasser de sa bête noire, le Premier ministre Egor Gaïdar.

Devant la foule, M. Eltsine a d'abord élevé la voix, puis jeté du lest, n'hésitant pas à se déclarer prêt à sacrifier quatre ministres, dont celui des Affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, pour sauver M. Gaïdar. En vain. Lui que l'on croyait autoritaire a reculé devant l'épreuve de force pour se plier à la volonté d'un parlement où M. Khasboulatov, sûr de ses partisans, exerce une véritable dictature, n'hésitant pas à faire revoter les motions que les députés ont rejetées, mais qu'il voulait voir adoptées, et à couper le micro à ceux des députés qui lui déplaisent !

Le 14 décembre, le congrès a choisi un Premier ministre de compromis en la personne de M. Viktor Tchernomyrdine, ministre de M. Gaïdar, mais proche des « industriels » de M. Volski. Son physique et son profil de carrière sont brejnéviens. Populiste, il se déclare favorable aux réformes à condition que la population n'en souffre pas. Son premier objectif : relancer la production et lutter contre l'inflation.

Les réformistes objectent qu'il y a là une contradiction dans les termes. Relancer la production de l'ancien VPK suppose d'augmenter les subven-

tions, donc de faire fonctionner la planche à billets, alors que la production en question risque d'être constituée, comme par le passé, de marchandises non vendables. Mais le mythe de la production pour la production a décidément la vie dure. S'il existait, à côté du secteur étatique, un secteur industriel privé concurrentiel et développé, une relance de type rooseveltien pourrait être envisageable. Mais dans les conditions russes actuelles, une telle politique ne pourrait avoir comme conséquence qu'un gel des réformes et l'annonce d'un retour à l'ancien système économique.

Dans cette optique, l'inflation ne pourrait être maîtrisée que par un blocage des prix et des salaires qui aurait pour conséquence, en raison de la faible quantité de marchandises en regard de la masse monétaire, de rétablir immédiatement les queues devant les magasins et de relancer le marché noir.

À l'heure où ces lignes sont écrites, ce scénario n'est pas encore inévitable. En effet, M. Eltsine n'a accepté la nomination de M. Tchernomyrdine que pour sauver les principaux ministres de M. Gaïdar et tenter de préserver les réformes. Le 19 décembre, dans un geste spectaculaire, il a écourté son voyage en Chine continentale pour rentrer précipitamment à Moscou et empêcher le nouveau Premier ministre de nommer trop d'hommes à lui dans le nouveau gouvernement.

De toute manière, l'épreuve de force, différée pendant le congrès, paraît inévitable. Le Président compte sur un soutien populaire lors d'un référendum qui devrait être organisé le 11 avril prochain.

De l'avis de nombreux observateurs, il semble pourtant que les réformes aient atteint le point de non-retour et qu'il soit aujourd'hui impossible de les remettre totalement en cause.

Pierre LORRAIN

### HORIZONS NOUVEAUX EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Président du conseil d'administration : Claude HARMEL

Principaux associés :

Claude HARMEL,

Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration

53, rue Sainte-Anne

75002 Paris

Prix de vente au numéro : 32 francs

Abonnement annuel : 330 francs

Etranger : 430 francs

Impression : EDIMPRA

20, rue Doudeauville,

75018 Paris - Tél. : 42.54.98.00

C.P.P.A.P. 59.594

ISSN 1169.3649.



# L'ARMÉE RUSSE EST-ELLE SÛRE ?

*Cet article dresse un tableau sans complaisance de l'état actuel de l'armée russe. Son auteur, le major-général Vladimir Doudnik, c.r., proche de l'association d'officiers « Militaires pour la démocratie », a notamment dirigé le service du logement de l'armée soviétique. Contraint de démissionner en raison de désaccords avec sa hiérarchie sur les réformes et la démocratisation, il travaille aujourd'hui comme commentateur militaire du journal Moskovskie Novosti.*

**L**a Russie reste le pays le plus militarisé, non seulement de la CEI, mais aussi du monde. Un État souverain comme la Biélorussie compte environ une division par région administrative. Mais cela ne signifie nullement qu'elle est plus militarisée que la Fédération de Russie. Pourtant, en rapport à son territoire, cette dernière possède moins de divisions. Mais il faut tenir compte des débris des groupes d'armées et des districts militaires qui se trouvent aujourd'hui formellement hors des frontières de la Fédération. En outre, personne, y compris au parlement et au gouvernement, ne sait exactement combien d'unités secrètes relèvent d'organismes opaques comme le GRU (1) et autres. Jusqu'à une période récente, l'état-major général coiffait les forces du ministère de l'Intérieur et les troupes du KGB dans la mesure où elles entraient dans le cadre des « Forces armées ».

Une grande partie de ces unités est concentrée dans le district militaire de Moscou, autour de Moscou et dans la capitale elle-même. L'apparition à Moscou et le comportement des unités de la « Direction de protection des autorités de la RSFSR » (force para-militaire de cinq mille hommes constituée par le président du parlement Rouslan Khasboulatov pour assurer sa sécurité) confirment les appréhensions de ceux qui estiment que des putschistes potentiels pourraient organiser et concentrer subrepticement des éléments armés. Il convient de préciser que ces appréhensions de l'opinion publique sont critiquées à la fois par le président du parlement et le ministre de la Défense.

Il n'en reste pas moins que la densité des troupes dans la région militaire de Moscou constitue une prémisse de futurs putschs et autres événements sanglants faisant intervenir la troupe en l'absence de tout contrôle réel des civils. C'est d'autant plus grave que, finalement, la participation des militaires au putsch d'août n'a fait l'objet d'aucune analyse approfondie. L'armée a bénéficié d'une indulgence plénière pour août 1991. Cela ne va-t-il pas l'inciter à développer l'activisme sous une forme quelque peu différente ?

## Le sort des « troupes d'occupation »

Dans le même temps, les troupes restées sans statut défini sur le territoire des anciennes républiques de l'URSS prennent de plus en plus l'apparence de troupes d'occupation. L'armée ex-soviétique vit douloureusement les atteintes à ses droits dans les nouveaux États souverains. Elle demeure multinationale tout en se trouvant sous commandement national (slave), ce qui crée les conditions de son identification avec les populations russophones qui s'estiment lésées dans leurs droits au sein de ces États. Cela détermine le vecteur de son action.

D'une manière ou d'une autre, elle se retrouve impliquée dans des conflits militaires locaux sur ses frontières et au-delà. Et partout, pour épauler les « troupes de ligne », on fait de plus en plus fréquemment appel aux commandos parachutistes, qui acquièrent ainsi un statut actuel de gendarmes.

Issues du service militaire obligatoire, les unités sont composées de jeunes recrues au niveau de formation insuffisant. Les lourdes pertes subies dès les premières heures du conflit en Ossétie du nord l'ont confirmé : l'armée soviétique n'est pas apte à conduire des opérations locales. Puisque, grâce au Ciel, une guerre classique d'envergure n'est pas en vue, alors, à quoi bon une telle armée ?

Mais la majorité conservatrice du ministère de la Défense qui lutte pour sa survie et son bien-être est hostile à tous les changements. Les décrets du président de la Russie et les arrêtés du gouvernement sont sabotés à tous les niveaux du commandement de l'armée. Certains conseillers du ministre (G. Malkov et ses camarades) ont d'ailleurs démissionné en signe de protestation. Une table ronde intitulée « Armée, Société, État », organisée par l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie, a montré que le commandement ne s'intéresse ni à la cohérence scientifique, ni à l'accompagnement sociologique, ni aux recommandations des experts indépendants, ni à l'opinion des contribuables. Sur le plan législatif, il n'existe pas de mécanisme parlementaire susceptible d'influer sur ses décisions. Le dernier mot appartient à ces mêmes généraux qui ont mis l'armée dans l'état honteux où elle se trouve aujourd'hui.

## Délabrement

A deux pas du saint des saints du ministère de la Défense, on vend à l'encan, rue Arbat, uniformes

(1) Direction principale du renseignement : service de renseignement militaire.

et décorations. Des marchés aux puces ont surgi dans de nombreuses cités militaires ou à proximité. Les abus du commandement de la Flotte de la Baltique et de nombreux dignitaires des forces navales de Russie sont connus de longue date. Au commandement des Forces aériennes de défense antiaérienne, on a du mal à refuser les propositions de transport par air de « fret » clandestin contre gratifications rondelettes.

Nombre de chefs des forces stratégiques sont impliqués dans des opérations spéculatives sur les matériels, les armements et les munitions. Une mission parlementaire a révélé, après la visite de l'unité 44200, dans la région de Viatsk, que la préparation de ces forces au combat était insuffisante. Elles ne sont guère aptes à mener des opérations stratégiques de longue durée.

La préparation du personnel naviguant des Forces aériennes est dans un état critique et les experts estiment que beaucoup d'appareils sont techniquement « hors service ».

La préparation des équipages des flottes, dont les unités sont pour l'essentiel immobilisées, est en chute libre. Au moins 40 % de ces bâtiments devraient être mis en cale sèche. Dans ces conditions, l'apathie complète du ministère de la Défense, de l'état-major général et du Parquet militaire, en principe indépendant de l'administration militaire, témoigne éloquemment du niveau moral et de l'esprit civique de l'armée ex-soviétique à l'heure actuelle.

### Les faux semblants de la « démocratisation »

Il faut voir là l'une des conséquences du démantèlement inconsidéré des organismes politiques de l'armée, opéré sur ordre de la hiérarchie par le commandant V. Lopatine, ancien député du peuple du Soviet suprême de l'URSS. L'une des conséquences de la « départisation » de l'armée est que sa politisation s'est accrue et que son orientation partisane s'est pérennisée. Les officiers d'esprit démocratique se font énergiquement expulser de l'armée. La propagande communiste-droitiste s'exerce ouvertement et sans rencontrer d'obstacle. J'ai assisté à une conversation entre officiers au sujet du résultat des élections en Lituanie (2). La conclusion était la suivante : les nôtres ont gagné en Lituanie et les « démocrates » connaissent aussi leurs dernières heures à Moscou.

Au demeurant, cela témoigne de l'inculture politique d'une bonne partie du corps des officiers, incapables de suivre par eux-mêmes, sans mentors politiques, l'évolution des partis, des mouvements et de certains leaders. Le système d'information politique qui existait au sein de l'armée a été détruit sans être remplacé par un système d'instruction civique et de direction morale. Privée de valeurs spirituelles, quelque floues qu'elles puissent être, l'armée est peu fiable et même dangereuse.

Il n'existe pas non plus de structures démocratiques ni de vie sociale au sein de l'armée. « Améliorés » d'en haut, selon un modèle ministériel, les cercles d'officiers ne constituent plus qu'un décor démocratique et un paravent à la toute-puissance de la hiérarchie. On en est resté à la vieille formule du commandement unique et de la force de loi de l'ordre donné. On n'a toujours pas d'encadrement juridique et l'introduction de la notion d'ordre illécite est bloquée par le parlement.

Au surplus, l'armée de la Russie ne possède toujours pas de texte juridiquement consacré ni de cérémonie de serment. La hiérarchie n'a pas prêté serment au nouvel État et elle renâcle même à le faire, sous prétexte qu'on ne prêterait serment qu'une fois dans sa vie.

Du point de vue moral et juridique, rien ne retient l'armée de s'engager dans une confrontation ou dans des actions antigouvernementales.

### Militaires en déshérence

L'armée de la Russie n'a toujours pas de doctrine militaire ni de concept de direction spirituelle. Comme l'a reconnu publiquement le premier adjoint au chef de l'état-major général, Mikhaïl Kolesnikov, l'une comme l'autre ne peuvent être formulés faute d'« image de l'ennemi ». Mais comment le choix de l'« ennemi » serait-il opéré par la hiérarchie actuelle, fermement décidée à ne rien avoir de commun avec ces « démocrates qui ont provoqué l'effondrement du pays » ?

Le corps des officiers constitue le noyau de l'armée. Il est hétérogène et divisé. La hiérarchie d'hier, placée à la tête de l'armée d'une Russie en voie de rénovation, ne dissimule pas son hostilité envers le gouvernement et ses réformes. Elle bénéficie, pour l'essentiel, du soutien des officiers supérieurs. Ceux-ci, tout en comportant en leur sein une strate d'officiers démocrates, visent avant tout à se maintenir dans l'armée jusqu'à la retraite. Ils n'ont pas d'autres moyens d'existence et n'en auront pas dans un avenir prévisible. Les officiers subalternes, pour leur part, sont divisés : les uns ont compris qu'ils pouvaient faire carrière à condition de se taire et de manifester une obéissance aveugle ; d'autres constatent qu'ils risquent de se retrouver dans le cadre de réserve sans retraite s'ils se « rebiffent ».

Les anciens instructeurs politiques professionnels sont « dilués » dans ces différentes catégories d'officiers. Nombre d'entre eux gardent une fidélité dogmatique aux idéaux du communisme et de l'URSS, alors que d'autres sont en opposition latente au régime, qui n'a pas répondu à leurs attentes et les a relégués en bloc parmi les parias de l'armée. En raison de la modicité de leur solde, beaucoup d'entre eux arrondissent leurs fins de

(2) Rempportées par Alguirdas Brazauskas, ancien dirigeant communiste, devenu l'un des leaders de l'indépendance et qui continue à se réclamer du socialisme.

mois en travaillant la nuit comme gardiens, dockers, etc.

### Peut-on faire confiance à l'armée ?

Naguère, notre armée se faisait dérober des armes par unités. Aujourd'hui, on s'empare de dépôts entiers. On prend en otages des généraux et leurs familles, et même des unités au grand complet. Une armée qui permet cela n'est plus une force militaire redoutable. Jadis « *invincible et légendaire* », elle a gaspillé ses forces et sa gloire en meetings, travaux d'ordre économique (3), exercices militaires pour la frime et empiètements bien réels sur les compétences d'autrui. Sa participation actuelle aux guerres du Caucase risque d'ajouter un syndrome caucasien au syndrome afghan.

De nos jours, en Russie, la vue d'un militaire ivre n'étonne plus personne. Les membres des Forces de maintien de la paix en Transnistrie (4) ne

sont pas les seuls à s'enivrer et à se livrer à des exactions. Les « bérets bleus » porteurs de l'écusson des Nations Unies, de retour de Yougoslavie, se vautrent dans les gares sous l'empire de la boisson. Les déserteurs se comptent par milliers et ceux qui se dérobent à l'appel, par dizaines de milliers. Selon le commandant de la garnison de Moscou, le lieutenant-général Nikolaï Smirnov, tous les efforts en vue de rétablir la discipline sont vains.

Peut-on faire confiance à une armée au bord du gouffre, au dernier degré de la corruption et de la désagrégation ? Dans son état actuel, notre armée est dangereuse pour elle-même et elle constitue un danger potentiel pour l'État.

Major-général Vladimir DOUDNIK, c.r.

(3) Les soldats sont souvent utilisés comme main-d'œuvre d'appoint pour des travaux difficiles et ingrats.

(4) Région de la rive orientale du Dniestr, attribuée à la Moldavie lors de la formation de cette république, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, et peuplée majoritairement de russophones.

## CHEVARDNADZE S'IMPOSE EN GÉORGIE

Cette année, l'hiver est précoce en Géorgie et la population tremble de froid. Le pipeline qui ravitaillait le pays, ainsi que l'Arménie, à travers l'Ossétie du nord a été détruit à l'explosif, il y a plusieurs semaines, créant une dramatique pénurie de pétrole dans les deux républiques. En raison des combats entre Ossètes du nord et Ingouches, rien n'a pu être réellement tenté pour le réparer. Tbilissi n'a plus d'eau chaude ni de chauffage urbain. Cela aggrave le marasme provoqué par la guerre d'Abkhazie et la faillite économique.

La Géorgie était naguère inondée de roubles, mais cette situation évolue rapidement. Sur le conseil du FMI, le gouvernement a choisi de maintenir le pays dans la zone rouble, mais il est incapable de suivre le rythme de la hausse des prix en Russie. Le prix d'un œuf atteint vingt roubles alors que le salaire mensuel moyen ne dépasse toujours pas deux mille roubles. Et il en faut plus de quatre mille pour faire le plein d'une voiture.

Aujourd'hui, les femmes sont contraintes à de longues queues pour le pain, pelotonnées les unes contre les autres pour se protéger des vents glacés qui descendent des sommets du Caucase. Des rangées de croix, battues par la pluie, occupent le flanc du coteau qui domine Tbilissi. Elles marquent les tombes d'acteurs, de poètes, d'ouvriers et de paysans tombés lors des combats en Abkhazie.

Pourtant, tout n'est pas noir dans cette situation. Les gens partagent le sentiment que les élections

réussies d'octobre ont marqué un tournant dans le destin du pays et que le vide du pouvoir de l'année passée peut maintenant être comblé.

Les combats d'Ossétie du nord ont également fait naître l'espoir d'un arrêt du conflit en Abkhazie. L'implication apparente de la Russie aux côtés des Ossètes et la menace que les troupes russes représentent pour l'indépendance auto-proclamée de la Tchétchénie ont convaincu les Tchétchènes qui combattaient avec les Abkhazes de retourner dans leur pays. Le principal dirigeant tchétchène, le général Djokhar Doudaïev, a multiplié les gestes envers Tbilissi, parlant de la nécessité de préserver l'intégrité territoriale de la Géorgie, et de son importance pour le maintien de la paix et pour la stabilité dans le Caucase.

L'influence de Doudaïev sur la Confédération des Peuples des Montagnes du Caucase, l'organisation qui a envoyé le plus de combattants à l'aide des séparatistes abkhazes, est considérable. Le dirigeant tchétchène semble parvenir à la conclusion que la véritable menace contre la Tchétchénie et le Caucase vient de la Russie, qui se sert du conflit abkhaze pour tenter d'imposer sa loi dans la région.

L'incapacité des combattants abkhazes et caucasiens à prendre un avantage décisif, l'automne dernier, a également contribué à refroidir l'enthousiasme tchétchène. La période des succès faciles semble révolue dans la mesure où les Géorgiens se sont organisés et où l'hiver rend les conditions du combat plus difficiles que jamais.

En effet, les forces géorgiennes ne sont plus l'adversaire facile à vaincre qu'elles étaient en septembre. Guiorgui Khaïndrava, le ministre spécial pour l'Abkhazie, a entrepris de mettre de l'ordre dans l'effort de guerre. Les volontaires ne sont plus déversés sur le front sans armes et sans entraînement. Des camps d'exercice ont été ouverts à Tbilissi et des progrès accomplis dans la création d'une armée géorgienne, désormais dotée d'une chaîne de commandement appropriée menant directement au chef de l'État, Edouard Chevardnadze. Les cours martiales et les pelotons d'exécution ont commencé à rétablir la discipline.

Sur le terrain, l'effet de ces mesures n'a pas inversé la situation, mais il a été suffisant pour produire une stabilisation du front. Les Abkhazes ont effectué plusieurs tentatives pour prendre la ville d'Otchamtchira, à l'est de la capitale abkhaze, Soukhoumi, mais ils ont été repoussés avec de lourdes pertes en hommes et matériel. Les Géorgiens ont même repris l'offensive dans certaines zones. Début décembre, ils investissaient le village de Tamich. Leur prochain objectif est Tkvarcheli, une ville minière importante qu'ils ont encerclée.

Les Géorgiens ont été encouragés par des signes de division entre Abkhazes. Un comité pour le salut de l'Abkhazie a été créé à Soukhoumi par des intellectuels abkhazes qui appellent à la réconciliation et à la fin de la guerre fratricide.

Mais Guiorgui Khaïndrava doit mener un combat encore plus difficile pour vaincre les machinations des politiciens géorgiens, à Tbilissi et en Abkhazie, qui n'apprécient pas ses efforts pour mettre fin à la corruption et restaurer la discipline. On a tenté à plusieurs reprises de le faire renvoyer à Tbilissi, mais sa position a été renforcée par la décision du parlement géorgien de le reconduire à son poste de ministre, prise fin novembre.

À l'intérieur même de l'Abkhazie, il est confronté à deux oppositions principales. D'abord, celle des profiteurs, qui se servent du chaos pour s'enrichir. Khaïndrava a relevé que l'intensification de leur opposition a coïncidé avec le récolte des mandarines, qui a été à la base de nombreuses fortunes personnelles en Abkhazie. Ensuite, celle des chefs de l'ethnie géorgienne au



sein du parlement abkhaze, qui ont perdu des parents ou des biens dans les combats et qui considèrent comme une trahison sa recherche de compromis pour mettre un terme au conflit.

Mais l'obstacle principal peut très bien venir encore du gouvernement géorgien lui-même. Tengiz Kitovani, le ministre de la Défense et commandant de la Garde nationale, craint que son influence politique (et économique) personnelle ne s'évanouisse si la Garde est dissoute et que ses hommes soient inclus dans l'armée géorgienne. Son existence donne à Kitovani une influence disproportionnée à l'intérieur du gouvernement.

En outre ses gardes nationaux indisciplinés représentent un obstacle aux tentatives du gouvernement pour créer un État de droit soutenu par une force de police efficace et respectée. Les gens sont effrayés par les nombreuses organisations paramilitaires et bandes criminelles qui peuvent menacer leur vie en toute impunité.

Certaines unités de la Garde nationale sont devenues des refuges pour criminels de droit commun. Quand les gardes entrèrent dans Soukhoumi, en juillet, ils furent accueillis comme des sauveurs par la population géorgienne locale. Mais ces bonnes intentions furent rapidement dissipées les jours suivants, lorsque des soldats ivres eurent toute liberté pour piller la ville terrorisée.

Aujourd'hui, les jours de Kitovani sont comptés. Son influence diminue même à l'intérieur de la Garde, particulièrement au sein de ses unités les plus disciplinées qui ont supporté le plus fort des combats. On sait que Guia Karkarachvili, le jeune commandant des forces géorgiennes en Abkhazie, est furieux que Kitovani ne soit pas allé à Gagra ou à Goudaouta cet automne pour encourager ses troupes repoussées par les forces abkhazes et caucasiennes.

À Tbilissi, son autorité a été minée par les élections d'octobre. Avant leur tenue, Chevardnadze tolérait Kitovani dans la mesure où, sans la Garde nationale et le Mkhedrioni, l'autre principale organisation paramilitaire, il n'aurait jamais pu revenir en Géorgie. Les élections ont changé cela. Chevardnadze dispose maintenant d'un mandat populaire, du soutien entier du gouvernement nouvellement élu et de la légitimité dont il manquait l'été dernier.

Il est pourtant peu disposé à agir rapidement. Les jours de Kitovani sont peut-être comptés, mais il a encore des alliés influents et une action précipitée contre lui pourrait affaiblir l'effort de guerre géorgien en Abkhazie. Malgré cela, certaines sources, à l'intérieur du gouvernement géorgien, estiment que Kitovani sera parti dans les trois mois qui viennent.

Entre temps, Chevardnadze semble se contenter d'affaiblir graduellement l'autorité du ministre de la Défense. En cette qualité, Kitovani aurait pu être nommé à l'un des quatre postes de vice-Pre-

mier ministre du gouvernement, mais le parlement a décidé de remettre au printemps le vote sur sa nomination. Le sentiment général est qu'à ce moment, quelqu'un d'autre sera choisi. Pendant ce temps, on s'efforce de créer une nouvelle structure de Défense, de manière à isoler Kitovani.

Le lieutenant-général Anatoli Kamkamidze, un Géorgien qui servait dans l'armée russe, a été convaincu de rentrer en Géorgie en tant que vice-ministre de la Défense, avec la responsabilité de former la nouvelle armée. De son côté, il utilise son influence et des arguments financiers pour inciter d'autres officiers géorgiens servant dans les forces russes à revenir et constituer un corps d'officiers professionnels. Dès que ces structures seront en place, il est probable que Kitovani sera écarté.

Qu'en est-il de Djaba Ioseliani, l'autre seigneur de la guerre qui contribua en mars à faire rentrer Chevardnadze en Géorgie ? Bien qu'il ait été élu député lors des dernières élections, Ioseliani semble avoir abandonné ses ambitions politiques. En revanche, il joue un rôle-clé dans les combats en Abkhazie, soutenant les initiatives de Khaindrava et renforçant la discipline au sein du Mkhedrioni. Il est peu probable qu'il tente quoi que soit pour empêcher le départ de Kitovani.

Pendant ce temps, l'économie se trouve dans un désordre épouvantable et, tant que le conflit abkhaze durera, aucun gouvernement ne parviendra à y remédier. Néanmoins, si, au printemps, l'on parvient à persuader Kitovani de s'en aller sans histoire, la Géorgie se trouvera dans une bien meilleure position qu'à tout autre moment depuis son

indépendance pour aller de l'avant. Le gouvernement, presque entièrement renouvelé, est formé en majorité de technocrates sans parti. Zviad Gamsakhourdia, l'ancien président, ne représente plus qu'une menace périphérique et le risque que sa personnalité n'entraîne des divisions au sein de l'État s'évanouit.

La plus grande menace pourrait venir de Russie, encore que peu d'éléments tendent à démontrer que Moscou cherche à déstabiliser la Géorgie. Au contraire, le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, semble considérer la Géorgie comme l'alliée naturelle de la Russie dans la région. Malgré tout, d'autres éléments russes, particulièrement au sein des milieux militaires, semblent voir dans le conflit abkhaze un moyen de battre la Géorgie et de ruiner son indépendance. Les Abkhazes ne peuvent obtenir leur équipement et leur armement qu'en Russie et leur dirigeant, Ardzinba, a passé le mois de novembre à Moscou pour chercher des soutiens matériels et moraux auprès des politiciens conservateurs.

Tant que le portefeuille russe des Affaires étrangères sera détenu par Kozyrev ou quelqu'un qui partage ses vues, une intervention directe de la Russie restera improbable. Mais s'il tombe entre les mains d'une personnalité moins favorable à l'« étranger proche », comme on appelle maintenant à Moscou les nouveaux États indépendants, et disposée à tenter d'utiliser le conflit pour détacher l'Abkhazie de la Géorgie, les conséquences pour le Caucase dans son ensemble peuvent s'avérer catastrophiques.

Robert PARSONS

## DES CANONS RUSSES CONTRE DU BEURRE CHINOIS

Les relations entre Pékin et Moscou n'ont jamais manqué de paradoxes. La situation actuelle ne déroge pas à la règle ; elle mène, au contraire, vers de nouveaux sommets. *A priori*, tout semble opposer, en effet, la Chine communiste de l'après-Tian'anmen et la Russie issue du putsch manqué d'août 1991. Or, non seulement le schisme idéologique attendu ne s'est pas produit mais, à l'issue d'une visite au Kremlin en novembre, le ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen, a évoqué la possibilité d'une nouvelle « alliance » entre Pékin et Moscou, un terme récusé ensuite sous le prétexte d'une « erreur de traduction », mais qui n'en reflète pas moins l'état des rapports sino-russes.

Un autre indice significatif atteste l'excellence de ces rapports : alors que le commerce extérieur

russe est globalement en chute libre (recul des exportations de 35 % et des importations de 24 % au cours du premier semestre 1992), les échanges avec la Chine continentale enregistrent, quant à eux, une croissance impressionnante. Au cœur de ce succès, une explosion du commerce frontalier favorisée par les réformes économiques dans les deux pays, mais surtout le très lucratif transfert d'une bonne part de l'arsenal soviétique au profit d'une armée chinoise avide de se moderniser. Ventes d'armes qui pourraient atteindre, selon les experts, deux milliards de dollars à l'horizon 1994, ardoise d'autant plus facile à éponger par Pékin que la Russie a une dette, à l'égard de la Chine, de plus d'un milliard de dollars (produits alimentaires et manufacturés) et que, depuis Tian'anmen, la direction chinoise se doit impérativement de courtiser les militaires pour s'assurer leur soutien.

A ce stade, Moscou a fourni ou entend livrer des chasseurs-bombardiers *Sukhoï-27* (quatorze avions sont déjà arrivés sur la base de Wuhu, au sud de Nankin, et douze autres sont attendus incessamment ; deux appareils supplémentaires auraient été quasiment offerts en gage d'amitié !), ainsi que des avions d'interception de type *MiG-31*. A cela s'ajoutent des installations radars, des missiles sol-air (notamment le *S-300*, destiné à la défense anti-aérienne), des véhicules blindés, des systèmes de guidage de missiles, des moteurs pour fusées, voire même de la technologie d'enrichissement de l'uranium. Ce dernier volet des fournitures russes à la Chine jette un doute sur la volonté, officiellement affichée à Moscou, de fixer des limites aux ventes d'armes à l'étranger et de garantir ainsi aussi bien la sécurité de la Russie que la stabilité des régions concernées.

\* \* \*

La coopération militaire entre Pékin et Moscou ne date pas d'hier. Elle a repris forme au fil du réchauffement des relations sino-soviétiques, favorisé par Mikhaïl Gorbatchev. C'est le boycott occidental décrété après Tian'anmen qui lui a donné l'impulsion décisive : en octobre 1990, on apprenait la vente à Pékin de deux douzaines d'hélicoptères *Mil Mi-17*, destinés à remplacer les *Chinook* américains que l'Armée populaire de libération (APL) se voyait empêchée d'acquérir. Des négociations s'ouvraient, en outre, pour l'achat d'une douzaine *Sukhoï-24* ou *27*, et d'un nombre indéterminé de *MiG-29*. En mars 1991, les Soviétiques firent une démonstration de leurs avions à Canton et Pékin, peu après la visite en Chine du ministre soviétique de la Défense, Dimitri Iazov. Les échanges de délégations militaires se sont alors multipliés, aboutissant récemment à une visite à Pékin du vice-Premier ministre russe, Alexandre Chokhine, chargé notamment des exportations d'armements.

La désignation, lors du dernier congrès du Parti communiste chinois, de l'amiral Liu Huaqing comme représentant de l'armée au Comité permanent du Bureau politique (voir *Horizons nouveaux* n° 106, novembre 1992) devrait renforcer cette tendance. Formé à l'Académie navale de Leningrad et partisan déclaré d'une modernisation militaire, le nouvel homme fort de l'APL a profité du passage à Pékin de M. Chokhine pour souligner l'intérêt mutuel de la Chine et de la Russie à resserrer leur coopération dans ce domaine, justifiant cette entorse au programme général de désarmement dans le monde par le fait qu'Américains et Français ne se privent pas de vendre des avions de combat à Taïwan (une excuse mensongère puisque, on l'a vu, les négociations entre Pékin et Moscou remontent au moins à l'automne 1990 ; c'est même le renforcement militaire de la Chine continentale qui explique la volonté de Taïwan de moderniser sa propre aviation militaire).

Les experts estiment que l'intention des Chinois est d'accaparer le maximum de l'ancien potentiel militaire soviétique. Cette ambition dépasse, au demeurant, le seul partenaire russe : c'est ainsi que la Chine lorgne, tout en s'en défendant officiellement, sur un porte-avions en voie d'achèvement dans un chantier naval d'Ukraine, que Leonid Kravtchouk brûle de vendre à un pays avec lequel il voudrait entretenir les meilleures relations (il a offert à Pékin le bâtiment d'ambassade qui, à Kiev, était initialement destiné aux Etats-Unis). Depuis l'effondrement de l'empire soviétique, la Chine ne fait, par ailleurs, aucun mystère de son souhait de recruter les savants, civils et militaires, de l'ex-URSS qui chercheraient des conditions de vie et de travail plus attrayantes. Des négociations à ce sujet sont menées depuis le printemps dernier avec la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, l'Ouzbékistan et la Kazakhstan.

\* \* \*

Le déclin de la Russie comme puissance mondiale (déclin particulièrement évident en Asie, où la flotte du Pacifique est pratiquement riviée à quai faute de carburant et de moyens financiers) coïncide avec l'aspiration de la Chine à augmenter, elle, son poids régional. Un dialogue accru de Pékin avec les pays de l'Asean ou de l'Indochine, en même temps que la revendication territoriale chinoise sur les îles Spratleys, illustrent cette ambition qui combine carotte et bâton. Officiellement, la Chine affecte de jouer la carte de l'amitié retrouvée avec la Russie (ce qui est, somme toute, une garantie de bon voisinage pour deux Etats qui partagent des milliers de kilomètres de frontières). Son objectif n'en est pas moins de contrebalancer dans un premier temps, de réduire, voire d'annihiler ensuite l'influence de la Russie en Extrême-Orient. Le moindre paradoxe n'est pas que, dans ce projet hégémonique chinois, c'est la Russie qui fournit à la Chine ses meilleures armes !

Outre cet effet boomerang que l'anarchie actuelle ne permet apparemment pas aux dirigeants russes de bien mesurer, la coopération militaire russo-chinoise pourrait compromettre les relations de Moscou avec d'autres pays asiatiques tout aussi importants (le Japon ou les nations de l'Asean, par exemple), phénomène qui contribuerait, lui aussi, à restreindre l'influence du Kremlin dans la région. La direction russe s'efforce, pour l'heure, de conjurer cette menace en dépêchant les représentants de son industrie d'armements un peu partout (ce qui a l'avantage supplémentaire de renflouer davantage les caisses de l'Etat). C'est ainsi que la Russie s'est engagée à vendre trente *MiG-29* à la Malaisie et une vingtaine d'autres à l'Inde (qui les déploiera le long de sa frontière avec le Pakistan, pays allié de longue date à la Chine !), tandis que des contrats sont en négociation avec la Corée

du sud, l'Iran (1) et les Emirats arabes unis. Le clou demeure, cependant, la visite à Taïwan, en juin dernier, de l'amiral Vladimir Sidorov, ancien commandant de la flotte soviétique du Pacifique, selon qui la Russie n'a aucune raison de ne pas vendre des armes à un pays qui est prêt à en payer le prix...

La suggestion a, certes, été mise en veilleuse alors que Boris Eltsine se préparait à visiter Pékin

à la mi-décembre. Nul doute, cependant, que les réalités économiques ne tarderont pas à reprendre le pas sur les préférences, d'ailleurs fluctuantes, de la diplomatie russe.

Philippe PAQUET

(1) Sur les ventes d'armes russes, notamment de sous-marins, à la Corée du sud et à l'Iran, voir l'article de Pierre Rigoulot dans « *Horizons nouveaux* » de décembre 1992, p. 24.

## LES COMPOSANTES DU CRIME ORGANISÉ EN ITALIE

**L**e crime organisé se compose, en Italie, de diverses organisations (la *Cosa Nostra* ou Mafia proprement dite, la *Camorra* et la *'Ndrangheta*), qui présentent à la fois des différences de nature et de tradition et des points de ressemblance tels qu'on peut les qualifier toutes trois, par analogie avec la plus importante d'entre elles, d'organisations de type mafieux.

La *Cosa Nostra* fonctionne comme un holding multinational bénéficiant d'une longue expérience et de contacts étroits avec ses filiales nord-américaines. La *'Ndrangheta* est plus repliée sur elle-même, plus homogène. La *Camorra* est diversifiée, plus individualiste, composée d'associations locales autonomes, souvent concurrentes. Mais toutes trois s'adonnent aux mêmes activités, le racket, la prostitution, la séquestration, l'extorsion de fonds et maintenant le trafic de la drogue. Et toutes trois usent des mêmes méthodes de violence et d'intimidation qui provoquent dans la population un état général de soumission et de silence complice (*l'omerta*). Enfin, parmi les responsables de la nouvelle génération, on trouve d'authentiques entrepreneurs qui investissent les fonds provenant des activités criminelles dans des entreprises du bâtiment, des transports, de l'industrie, voire également de l'agriculture, où ils se remarquent par l'utilisation de leurs méthodes habituelles de contraintes et de terreur.

L'une des novations récentes caractérisant l'activité de ces organisations, selon Luigi Palmieri, est l'extension de leurs contacts internationaux : « *On est parvenu à démontrer les liens étroits qui existent entre les associations criminelles italiennes et la « mafia turque » dans le trafic d'héroïne, et à mettre en évidence le rôle des organisations sud-américaines qui contrôlent la production, la transformation et le commerce de la cocaïne (les cartels de Medellin et de Cali)* » (1).

Le crime organisé italien utilise, pour réaliser les énormes profits financiers qui le caractérisent aujourd'hui, les instruments de la vie économique

normale, notamment le système bancaire. Tant en Italie que dans les autres pays, on a constaté un vif développement des opérations de blanchiment d'argent grâce à la création de sociétés financières propres à dissimuler les trafics de devises. C'est que le trafic et la vente de la drogue, la vente d'armes, le trafic de devises, la fausse monnaie, la contrebande, etc, nécessitent des fonds considérables. Cela implique aussi des structures complexes et des organisations spécialisées, les quatre principales de celles-ci étant celles qui s'adonnent à l'extorsion de fonds, au trafic de la drogue, à la contrebande et à la fausse monnaie.

### Cosa Nostra

La mafia sicilienne, dont l'appellation d'origine est *Cosa Nostra*, présente une structure à la fois unitaire, organisée de façon hiérarchique et clairement cloisonnée. A la base, la « famille » qui contrôle un territoire donné, avec ses « hommes d'honneur » et ses « soldats » formés en groupes de dix que dirigent des « capodecina » ou capos. Au sommet, le « chef de famille » ou son « représentant », assisté par un sous-chef et ses « conseillers ». Plusieurs chefs de famille limitrophes sont placés sous l'autorité d'un « chef de canton », lui-même membre d'une « commission » (*cupole*) présidée par un « chef de commission » qui contrôle la mafia dans sa province. Tous les chefs des organisations mafieuses des différentes provinces siciliennes reconnaissent l'autorité de celui de Palerme.

Il arrive que des familles aient des ramifications dans d'autres régions que la Sicile, par exemple en Lombardie et dans le Piémont. Depuis l'organisation du trafic de stupéfiants, certaines d'entre elles ont étendu leur action à des pays étrangers tels que l'Allemagne, les Etats-Unis, le Venezuela...

(1) Luigi Palmieri, *Le crime organisé en Italie*, revue « Interpol » (N° 135, 1992), 50 quai Achille-Lignon, Lyon. L. Palmieri, officier spécialisé d'Italie, est détaché au secrétariat général de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (O.I.P.C.), - Interpol.

Elles entretiennent aussi des rapports avec la pègre d'autres provinces italiennes, notamment en Campanie et en Calabre. « *La pègre napolitaine*, écrit encore Luigi Palmieri, *a servi de support à la pègre sicilienne et c'est depuis peu que l'on a mis en évidence le rôle des « camorristes » dans le trafic des stupéfiants* ».

De toutes les organisations mafieuses d'Italie, a écrit le juge Giovanni Falcone peu avant son assassinat (2), « *la Cosa Nostra est certainement la plus dangereuse... elle s'est développée en une communauté fédérée qui, depuis longtemps, a mis en place une organisation unifiée qui se présente comme un Etat dans l'Etat...* ».

Les raisons qui ont abouti à la structure unitaire et à la puissance de la *Cosa Nostra* sont connues : ses membres sont sélectionnés avec rigueur, ils sont capables de s'imposer des règles impitoyables. Seuls y sont admis des criminels éprouvés, ayant fait l'objet d'une observation longue et attentive pour savoir s'ils sont discrets jusqu'à la mort et imperméables à toute pitié.

C'est le commerce clandestin des stupéfiants qui a constitué, durant les dernières décennies, l'une des activités dont les organisations mafieuses ont retiré le plus de profits. Vers la fin des années 70, on enregistrait les signes d'un trafic accru de la drogue entre l'Italie et les Etats-Unis, en remplacement des réseaux qui venaient d'être démantelés entre le sud de la France et l'Amérique. Les familles les plus puissantes de la région de New York s'étaient tournées vers les représentants de la mafia sicilienne pour qu'ils s'impliquent dans ce trafic, transformant de la morphine base en héroïne dans les laboratoires clandestins ultra-modernes ouverts en Sicile et en d'autres régions d'Italie. Des saisies d'héroïne furent opérées à l'aéroport Kennedy de New York et à celui de Milan. Les réseaux qui approvisionnaient la *Cosa Nostra* en drogue du Moyen-Orient furent découverts et neutralisés. A cette occasion, fut mis à jour un important trafic d'armes qui ravitaillait les foyers de guerre du Moyen-Orient... La mafia sicilienne substitua alors à ses achats auprès de la « mafia turque » des contacts avec les producteurs du Sud-Est asiatique, qui l'approvisionnèrent en grosses quantités d'héroïne.

L'extension des activités de la *Cosa Nostra* hors de la Sicile et hors de l'Italie, pour bénéfique qu'elle lui ait été, constitue aussi pour elle une source de dangers supplémentaires : une *Cosa Nostra* étendue à l'Europe occidentale et à l'Amérique ne saurait imposer à ses nouveaux membres une « omerta » rigoureuse, d'où une efficacité accrue de la police à l'infiltrer et à la réduire. De même, il est irréaliste de penser qu'on retrouve ailleurs qu'en Sicile une si étroite imbrication entre la mafia et les institutions, ce qui constitue la base de sa puissance. Les coups sévères portés à la *Cosa Nostra* au cours des derniers mois semblent indiquer que la mafia sicilienne a atteint les limites de

sa puissance et se trouve à présent sur la pente du déclin.

## La Camorra

La mafia napolitaine ou *Camorra* est aujourd'hui formée par une série d'associations locales qui entrent souvent en concurrence pour leur activité principale, le commerce de la drogue (surtout de la cocaïne). Jamais il n'a été possible de les unir et de coordonner leur action, la dernière tentative, entreprise par Raffaele Cutolo au début des années 80, s'étant terminée par un bain de sang. Elles n'en détiennent pas moins le monopole des activités criminelles en Campanie.

La progression des activités de la *Camorra* et de ses luttes intestines a des causes d'ordre essentiellement social : augmentation du chômage des jeunes en Campanie, rapports noués entre la pègre et les autorités locales, chute du marché de la contrebande de cigarettes (sa principale activité au lendemain de la seconde guerre mondiale) et développement du trafic de stupéfiants. Le séisme de 1980 offrit au surplus aux « Camorristes » l'occasion de s'immiscer dans la reconstruction des zones détruites...

Dans le courant des années 80, la *Camorra* se divisa en deux organisations distinctes, la *Nuova Camorra Organizzata*, qui étendait son autorité aux régions de Naples, Salerne, Avellino et Caserte, et la *Nuova Famiglia*, dont le reste de la Campanie constituait le champ d'action.

C'est l'expérience acquise dans la contrebande des cigarettes qui incita les différentes familles de la *Camorra* à s'adonner au commerce de la drogue - ceci dans les espaces réduits que leur laissait la mafia sicilienne. Entre l'Amérique du Sud et l'Europe, la *Camorra* a ainsi pu jouer, ces dernières années, un rôle déterminant, allant jusqu'à l'envoi de camorristes sur les lieux de production, où ils ont constitué des bases solides pour le trafic vers l'Italie, ainsi que vers d'autres pays européens.

Vers la fin des années 80, du fait des attaques des forces de police et de la magistrature italiennes, les deux organisations rivales de la *Camorra* se sont rapprochées.

## La 'Ndrangheta

C'est le terme grec *andranghetos*, « homme valeureux et rusé », qui a inspiré l'appellation de la *'Ndrangheta*, mentionnée pour la première fois dans des rapports rédigés par les carabinieri de Seminara, à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, pour qualifier un groupe de brigands calabrais. Ceux-ci étaient alors jugés par les paysans comme leurs seuls défen-

(2) Conférence prononcée à l'automne 1990 au Bundeskriminalamt, à Wiesbaden, et publiée par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 27 mai 1992, puis traduite par la revue *Esprit* (octobre 1992).

seurs face aux « envahisseurs piémontais ». Egorgeurs et pillards, ils se constituèrent en « honorable société » vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, se gouvernèrent selon des règles implacables, aux rituels complexes, compromis entre le rite religieux et celui d'une secte. Qui voulait en devenir membre devait faire ses preuves en tuant ou blessant d'une manière habile, courageuse et dénuée de scrupules. Il devenait ainsi un « homme respectable ».

L'organisation s'apparentait à un arbre : le tronc était le chef, doté du pouvoir de vie ou de mort sur les associés ; la branche maîtresse était le comptable ou l'administrateur ; les autres branches étaient les experts, dévoués corps et âme ; les rameaux étaient les nouvelles recrues ; les fleurs étaient les futures recrues, déjà sélectionnées ; enfin, les feuilles étaient les traîtres, qui comme elles tombent inéluctablement...

Dans les années 60, la 'Ndrangheta intervenait toujours sur les marchés de fruits et légumes, et spéculait sur les productions d'huile et d'agrumes. Puis elle passa à la contrebande de cigarettes, aux extorsions de fonds, aux séquestrations. C'est dans les années 70 qu'elle étendit ses activités au trafic de stupéfiants, tout en continuant les enlèvements et demandes de rançon au préjudice d'industriels, de commerçants et de familles aisées.

Parallèlement à ses activités criminelles, la 'Ndrangheta s'est intégrée dans le tissu socio-économique calabrais. Elle a aussi noué des liens avec d'autres organisations nationales, voire internationales. Elle est ainsi en rapport avec la mafia sicilienne pour le trafic de drogue, et avec la délinquance urbaine en Lombardie, dans le Piémont, en Ligurie et dans le Latium. Elle a aussi pu se lier avec la pègre du Canada, celles des Etats-Unis et d'Australie, s'appuyant pour cela sur les communautés calabraises fixées dans ces pays. Sa présence est également signalée en Allemagne, près de la frontière suisse, ainsi que dans le sud de la France, notamment à Nice, Menton et Antibes.

\*  
\* \*

Peu avant sa mort, le juge Giovanni Falcone s'interrogeait sur l'évolution à court terme des organisations mafieuses, aussi bien celles qui sont originaires d'Italie que celles qui de par le monde se sont construites sur le même modèle. « D'un côté, notait-il, on connaît de nombreuses tentatives de créer des ententes ou même de construire des structures fédératrices, sur un plan national comme sur un plan international, dans le but d'améliorer les trafics et d'en tirer des bénéfices financiers conséquents. De l'autre, on a remarqué - peut-être aussi à cause de l'aspect archaïque de

*l'organisation et des prétendues « valeurs » des structures criminelles à la base - que ces tentatives ont souvent échoué et ont eu pour conséquence la réapparition d'organisations séparées et fortement cloisonnées ».*

Il estimait qu'on pourrait en réduire l'influence et sans doute les éradiquer d'une part par « l'élimination des paradis fiscaux qui, jusqu'à maintenant, ont contrecarré les tentatives les plus sérieuses de quelques pays d'identifier les flux d'argent issus des trafics illégaux », d'autre part par une adaptation des lois internationales et la réalisation d'une « constante collaboration internationale ». Au moment où, grâce à Europol, une avancée significative va être accomplie dans cette direction, il ne sera pas là pour s'en féliciter.

Hervé LE GOFF

#### ERRATA

Dans mon article les *Lézardes de la CEI (Horizons nouveaux*, octobre 1992), se sont glissées deux erreurs dont je prie nos lecteurs de bien vouloir m'excuser. Les Gagauzes, population turcophone de Moldavie, ne sont pas dans leur grande majorité musulmans, mais orthodoxes. Par ailleurs, Tskhinvali n'est pas la capitale de l'Ossétie du nord mais de l'Ossétie du sud, comme une étourderie me l'a fait écrire.

Le même mois, je rappelais, dans un autre article qui nous a valu un courrier très encourageant, la complaisance des intellectuels français envers M<sup>e</sup> Croissant, dont les liens avec la Stasi et la complicité avec les terroristes de la bande à Baader sont maintenant avérés. Je ne me pardonne pas d'avoir omis, en indiquant que quelques esprits lucides raillèrent la tentative de la gauche française de fabriquer une nouvelle affaire Dreyfus au moment de l'expulsion de Croissant, de citer notre ami Jean-François Revel. Celui-ci dénonça, notamment dans *l'Express*, le 17 octobre 1977, la volonté des intellectuels de gauche de légaliser ainsi le crime politique. Signalant les noms de certaines des deux cents « *personnalités françaises* » qui demandèrent la « *libération immédiate* » de Klaus Croissant, Jean-François Revel a fait aussi ce commentaire sans appel :

« Rien n'indique mieux que ces réactions grotesques l'imcompréhension des élites dirigeantes occidentales devant le terrorisme international. Elles portent une lourde responsabilité dans le développement ultérieur du terrorisme... » (*Le terrorisme contre la démocratie*, coll. Pluriel, éd. Hachette, Paris 1987 pp. 21-22).

Pierre Rigoulot

# chroniques

## La nouvelle donne militaire en Europe de l'Est

**D**epuis l'effondrement, en avril 1991, du Pacte de Varsovie et de l'Union soviétique elle-même, l'état des forces militaires en Europe de l'Est s'est considérablement modifié dans le sens d'un émiettement, mais aussi d'un renouvellement pratique et d'un redéploiement stratégique.

Certes, le poids du passé est encore lourd : il est sensible dans la formation (politique et militaire) des officiers à l'école soviétique et dans l'équipement matériel. Mais l'éparpillement est indéniable et peut se mesurer en quelques chiffres.

Au lendemain de la réunification allemande, six pays étaient encore formellement liés entre eux au sein du Pacte de Varsovie : l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie. Au début de l'année 1993, ces six pays sont devenus vingt-et-un. Chacun a sa propre armée (seul le Turkménistan a souhaité voir sa défense assurée par la Russie), est en train de la constituer (pays Baltes) ou de la transformer dans la plus grande variété de doctrines stratégiques.

Voilà qui ne peut qu'inquiéter tout observateur sensible aux tensions de la région, que ce soit au sein de la C.E.I. (voir notre article de novembre 1992, « *Les lézardes de la CEI* ») ou dans l'ancien glacis soviétique (tensions hungaro-roumaines, tchéco-slovaques), sans parler de la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

Le maintien de troupes soviétiques – c'est le cas à l'est de l'Allemagne ou en Pologne – ou leur absence, comme en Hongrie ou en Tchéco-Slovaquie, est une autre manifestation des actuelles disparités.

Les arsenaux ont certes quelque peu diminué depuis le « Traité sur les armes conventionnelles en Europe ». Mais ce traité, signé entre l'OTAN et un Pacte de Varsovie agonisant, avait pour but de maintenir un certain équilibre militaire entre les deux blocs et non au sein de chacun des blocs !

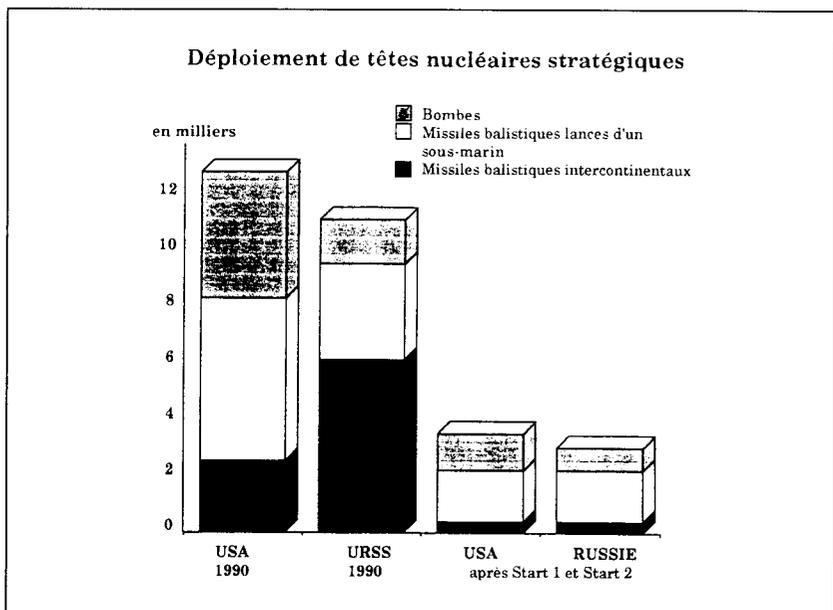
Les disparités entre les différents pays sont très importantes mais, malgré l'éclatement en de nombreux États indépendants, la puissance militaire de l'Est reste impressionnante.

La Biélorussie a deux fois plus de tanks que la Grande-Bretagne, plus de canons à longue portée que la France, et plus d'avions de combat que l'Allemagne. 81 missiles SS-25, avec chacun une tête nucléaire, sont stationnés sur son territoire. Le Kazakhstan abrite, pour sa part, 104 missiles SS-18 et 40 bombardiers stratégiques, le tout représentant... 1410 têtes nucléaires !

L'Ukraine contrôle sept cent mille soldats, dont une partie vient de se retirer d'Europe cen-

trale. Ils ne devraient plus être que quatre cent cinquante mille en 1995, et deux cent cinquante mille en l'an 2000. Il n'en reste pas moins que l'Ukraine est supérieure à chacun des pays d'Europe occidentale pour ce qui est de son artillerie et de son aviation de combat. L'« ukrainisation » de l'armée devrait se poursuivre pendant toute cette période, avec le départ de milliers d'officiers qui ont refusé de prêter serment à la nouvelle république et le retour dans leur pays des officiers ukrainiens servant dans d'autres régions de la CEI.

Ce pays abrite actuellement 130 missiles intercontinentaux SS-19, 46 SS-24 et deux bases de bombardiers nucléaires, soit, en tout, 1656 têtes nucléaires ! Pas plus que le Kazakhstan ou la Biélorussie, l'Ukraine n'a ratifié le traité START-1, la majorité des dirigeants arguant du coût trop élevé du démantèlement, les autres y voyant un atout dans la recherche d'une indépendance véritable par rapport à la Russie. L'Ukraine laisse aujourd'hui encore planer le doute sur ses intentions, malgré une offre américaine de 175 millions de dollars pour l'aider à démanteler ces armes et obtenir d'elle qu'elle adhère au Traité de non-prolifération nucléaire... Les effets de START-2, que viennent de signer Georges Bush et Boris Eltsine, sont encore très



théoriques puisque la Russie a fait savoir qu'elle commencera le processus de démantèlement de ses armes seulement lorsque ses trois « voisins nucléaires » de l'ex-URSS auront signé les traités START !

Quant à l'évolution de la stratégie, elle est en général radicale : la plupart des pays d'Europe centrale ont, par exemple, demandé leur admission à... l'OTAN ! L'OTAN a donc créé un « Conseil de Coopération » où se retrouvent même les Républiques d'Asie centrale. Mais l'OTAN est quelque peu réticente à s'engager à garantir la sécurité de cette région, avec notamment le risque de s'opposer à la Russie dans ses conflits de frontières avec ses voisins. Ce renversement stratégique concerne au premier chef, en Europe centrale, les membres du groupe de Visegrad, constitué en 1991. Tous veulent inverser les positions de leurs forces précédemment concentrées sur leurs frontières occidentales, conformément au dispositif soviétique. Un tel redéploiement pose de sérieux problèmes matériels, comme la reconstruction d'aéroports militaires, de casernes, de dépôts, etc. Dans le cas de la Tchéco-Slovaquie, c'est à un sérieux casse-tête que sont confrontés les militaires : l'in-

dustrie de Défense est située majoritairement en Slovaquie, alors que les unités étaient concentrées à l'Ouest, en pays tchèque...

Pour finir, l'équipement de ces nouvelles armées (pays Baltes) ou de ces armées en pleine transformation (Hongrie, Pologne, Tchéco-Slovaquie) pose aussi nombre de problèmes. Les armes occidentales se paient en devises fortes auprès des fabricants et l'OTAN n'est en général pas encore désireuse de fournir ces équipements. La Hongrie a été le premier pays de l'ancien Pacte de Varsovie à recevoir du matériel d'identification aérienne américain. Il lui sera utile pour surveiller la frontière avec la Yougoslavie.

Même l'armée russe, dont on dit le commandement désorienté et les troupes sans moral ni discipline, n'échappe pas à ce maelström général. Mais même en s'en tenant aux prévisions les plus optimistes, c'est-à-dire à une réduction de 45 % des effectifs, la Russie aura encore, quand les objectifs de START-2 seront atteints, en 2003, une armée d'un million cinq cent mille hommes, dotée de 3000 missiles nucléaires à longue portée.

Pierre RIGOULOT

## Le congrès des députés à l'œuvre (de notre envoyé spécial)

**D**ans la vaste salle des séances du Soviet suprême, au cœur du grand Palais du Kremlin, la statue de Lénine a été remplacée par un immense drapeau de Russie. L'estrade aussi a changé. Jadis, derrière la tribune, quatre doubles rangées de bancs permettaient aux membres du Bureau politique et du secrétariat du Parti de montrer leur rang, et aux kremlinologues d'épiloguer sur l'évolution de leur pouvoir. Aujourd'hui, la place la plus haute du « perchoir » est celle du Président de Russie, Boris Eltsine. Un échelon plus bas, se trouve le long

pupitre du président du Soviet suprême, Rouslan Khasboulatov, et de ses assesseurs. Devant eux, la chaire des orateurs. De part et d'autre de l'estrade, deux écrans géants. L'ensemble fait face aux mille quarante députés du peuple de Russie, réunis en congrès du 1<sup>er</sup> au 14 décembre, pour la septième fois de la législature.

En ce 10 décembre, la crise entre l'exécutif et le législatif est consommée. La parlement, conduit par M. Khasboulatov, cinquante ans, d'origine tchétchène, s'est opposé à M. Eltsine (qui avait pourtant multiplié les gestes d'apaisement) en refusant

d'accorder son investiture au Premier ministre Egor Gaïdar. Pire, les députés ont pris un malin plaisir à rejeter la plupart des textes proposés par le gouvernement, y compris celui qui prévoyait de supprimer le sigle « URSS » du titre de la Constitution. La loi fondamentale de la Russie continue donc à faire référence à un État qui n'existe plus !

Il faut dire que ce congrès a été élu pour cinq ans en avril 1990, à une époque où les communistes réformateurs avaient le vent en poupe. Mais comme leur nom l'indique, ces derniers voulaient réformer le communisme, non instaurer le capitalisme. En majorité membres de l'ancien appareil et directeurs d'usines, ils ne sont pas franchement pour un retour à l'ancien système, mais rechignent à rompre définitivement avec le passé. Dans ce sens, ils sont « centristes ». Mais leur position et leur collusion avec les députés conservateurs constituent un danger mortel pour les réformes et risquent d'aggraver encore la crise économique.

M. Eltsine, excédé, a réclamé la parole et exigé l'organisation d'un référendum en janvier, pour permettre au peuple de trancher. Puis il a quitté la salle, suivi par le quart des députés démocrates, qui seuls lui sont restés favorables.

Dès son départ, M. Khasboulatov, dans un long monologue larmoyant devant les députés, propose sa démission :

« *Je suis fatigué !* » s'exclame-t-il, théâtral, avant de quitter la tribune pour une fausse sortie. Il revient, cabotin, quelques minutes plus tard, sous les acclamations de ses partisans. Il a réussi à détourner en sa faveur l'effet de surprise causé par l'intervention du Président.

Dès le lendemain, soutenu par ses alliés du moment, notamment le vice-président de Russie, Alexandre Routskoï, il s'emploie à vider de tout sens le projet de référendum. Une consultation populaire aura bien lieu, mais le 11 avril, et sur une autre question que celle proposée par M. Eltsine.

Puis le congrès reprend son jeu de démolition.

Sur la chaire, un député termine la lecture de l'amendement en cours d'examen.

« Faut-il l'accepter ou non ? demande M. Khasboulatov. *Prachou golossovat ! (Je vous prie de voter !)* ».

Sur les écrans, apparaît un compte à rebours de trente secondes. Dans la salle, quelques huit cents parlementaires sur les mille quarante font fonctionner les machines à voter en y insérant la carte magnétique qui leur donne le droit de presser le bouton *za* (pour) ou *protiv* (contre).

Le résultat s'affiche. Surprise : l'amendement, pourtant voulu par M. Khasboulatov, est rejeté !

« D'accord ! Je prends note, fait-il, dépité. Vous n'avez pas saisi le sens de ce vote, mais je l'enregistre tout de même ».

Flottement dans l'assistance.

« Enfin, vous avez compris ou non ?

– Je n'ai pas bien compris... réagit un député.

– Vous voyez bien ! » triomphe le président.

Des mains se lèvent, des cris fusent :

« Nous n'avons pas compris !

– Alors, revotons. *Prachou golossovat !* »

Cette fois, l'amendement est adopté. Dans la tribune de presse, des journalistes nouveaux venus rient. Tous les

autres sont consternés : ils ont déjà vu M. Khasboulatov utiliser plusieurs fois le même truc.

En fait, le président du Parlement manipule à sa guise les députés, dont il sait parler le langage composé des expressions toutes faites des anciennes réunions du Parti.

Séance de questions : les députés font la queue derrière les six micros mis à leur disposition. Les interventions brossent toutes dans le sens du poil l'assemblée et son président. Soudain, au micro numéro deux, un député prend la parole :

« Il me semble que notre parlement ne devrait pas avoir peur du référendum proposé par Boris Nikolaïevitch...

– Nous avons déjà débattu de cette question, s'écrie M. Khasboulatov. *Coupez-lui le micro ! La parole au micro numéro trois...* ».

Personne ne proteste. Sûr de sa force, M. Khasboulatov ne se prive pas de recommencer.

Lorsque, le 14 décembre, un député demande à poser des questions à Viktor Tchernomyrdine, le candidat pressenti au poste de Premier ministre, avant le vote d'investiture, M. Khasboulatov se permet même de plaisanter :

« C'est votre homme. Quelles questions avez-vous besoin de lui poser ? ».

L'expression « dictature des assemblées », référence absconse des livres d'histoire, prend soudain un sens.

Pierre LORRAIN

l'excellente revue *Nhân Quyền* (1).

Il est incontestable que les responsables du Parti communiste du Vietnam ne mesurent pas leurs efforts pour donner l'illusion d'une évolution démocratique : dans la nouvelle Assemblée nationale, élue en juillet 1992, les trois-quarts des élus (395, contre 445 précédemment) sont des hommes nouveaux, jeunes, dont la moitié possèdent des diplômes universitaires ou équivalents, ce que les journaux locaux ont abondamment souligné ; c'est certes un communiste qui préside l'Assemblée, M. NÔNG Duc Manh, mais lui aussi est un homme nouveau, inconnu des observateurs étrangers, membre d'une minorité ethnique du nord, les NŨNG ; le gouvernement procède maintenant directement de l'Assemblée ; et le PC se livre, pour sa part, à une adaptation des dogmes marxistes-léninistes aux spécificités de la situation vietnamienne, conformément à la réorientation décidée lors de son VII<sup>e</sup> congrès, tenu voici un an et demi.

Il importe toutefois de faire ici la part des réalités et celle des apparences destinées à rassurer un étranger dont on attend beaucoup. L'élection à la présence de l'Assemblée nationale d'un NŨNG, M. NÔNG Duc Manh, a surtout eu pour objet de détourner les minorités ethniques du Tonkin de s'unir et d'espérer jouer un rôle propre entre la Chine continentale et le Vietnam, elle vise donc à renforcer l'homogénéité du pays. Au surplus, dénué d'une assise politique solide, il n'effarouche aucune des factions rivales du PC, dont l'équilibre ne se trouve, de ce fait, nullement ébranlé. En réalité, le nouvel élu va exercer une fonction essentiellement représentative, face à deux forces restées intactes : l'appareil du PC et le pouvoir exécutif.

(1) Vu Quốc Thục : « Vietnam, un an après le 7<sup>e</sup> congrès du PC vietnamien », in *Nhân Quyền - Droits de l'Homme (Vietnam - Laos - Cambodge)*, N° 23, hiver 1992, 34, rue Guilleminot, 75014 Paris.

## Vietnam : ce qui change et ce qui demeure

Pour justifier les aides financières croissantes que, d'année en année, le gouvernement français accorde au régime communiste du Vietnam (230 millions de francs d'aides non remboursables en 1992), il est fréquent, dans les milieux officiels, d'invoquer la

nécessité d'encourager la « démocratisation » à laquelle procéderaient depuis quelque temps des dirigeants vietnamiens. Ceux qui tiennent ce langage feraient bien d'étudier l'analyse de la situation du PC vietnamien que M. Vu Duôc Thuc vient de publier dans

C'est le général Lê Duc Anh, le numéro deux du Bureaux politique du PC, qui a été élu chef de l'État en septembre dernier, et qui, à ce titre, exerce le pouvoir exécutif, en vertu de la nouvelle Constitution promulguée le 15 avril dernier. Sitôt élu, il a fait approuver la reconduction pure et simple de l'ancien Premier ministre, M. Vo Van Kiet, lequel a soumis à l'approbation de l'Assemblée une liste de membres du gouvernement pratiquement inchangée par rapport à l'ancienne.

Comment aurait-il pu en aller autrement, étant donnée la façon dont les « nouveaux » députés avaient été désignés ? Le nombre des candidats fut limité à 150 % du nombre des sièges à pourvoir. Pour éliminer les candidatures indésirables, le Front de la Patrie, organisation satellite du PC, organisa dans chaque circonscription électorale des réunions d'électeurs pour la plupart proches du Front. Les candidatures « pléthoriques » furent écartées et il ne resta plus que 601 candidats pour 395 sièges à pourvoir. Parmi eux, seuls deux candidats n'émanaient pas du Front. Tous les autres se trouvaient proposés soit par le Comité directeur du Front, soit par la section locale de celui-ci. Le jour de l'élection, les électeurs se trouvèrent littéralement mobilisés pour aller voter, si bien que le taux de participation dépassa 90 %. A Saïgon, il atteignit même 99 %...

Concrètement, la situation politique du Vietnam se présente aujourd'hui comme suit : le PC a tenu les non-communistes à l'écart des nouvelles institutions et a donné des pouvoirs réels (et des privilèges non moins réels) à ses jeunes cadres pourvus d'une bonne formation, ceci aussi bien dans la nouvelle Assemblée nationale que dans les Conseils régionaux. Les anciens cadres, pour leur part, sont demeurés à la tête des principaux ministères et, surtout, de l'appareil du Parti. Ce rapprochement entre « jeunes loups » et « mandarins » du PC a été si patent que de fortes

personnalités franchement novatrices, comme par exemple M. Phan Dinh Diên, n'ont pas pu ou même pas voulu se porter candidates à la députation.

A noter aussi que les électeurs vietnamiens ont tenté d'utiliser, là où ils l'ont pu, les maigres possibilités dont ils disposaient pour exprimer leur sentiment véritable : bien que pouvant rayer seulement un ou deux noms sur les trois ou quatre qui leur étaient proposés, ils ont réussi en plusieurs endroits à manifester leur réprobation à l'encontre des candidats officiels. Ainsi, à Hanoï, M. Dô Muoi, secrétaire général du PC, n'a obtenu « que » 80,25 % des voix, alors qu'un jeune médecin, le Dr Tô Thât Bach, a atteint le chiffre record de 97 % des voix. A Saïgon, une députée sortante célèbre pour son attachement au PC, Mme Ngô Ba Than, s'est même trouvée éliminée au profit d'une autre candidate relativement peu connue...

Les dirigeants communistes vietnamiens vont-ils, à la faveur de ces changements superficiels, pouvoir séduire le monde libre mieux qu'auparavant et attirer ses investissements ? On peut en

douter, même si le gouvernement français prêche toujours d'exemple. De toute façon, les structures actuelles du Vietnam ne se prêtent guère à un décollage réel de l'économie du pays : les investisseurs étrangers restent méfiants ; ils envoient bien au Vietnam des représentants pour prendre contact avec les autorités en place et établir des projets de coopération, mais lorsqu'il s'agit de les concrétiser, ils hésitent. Seuls voient donc le jour des investissements d'un rendement sûr et rapide, notamment dans les domaines de l'extraction pétrolière, de l'industrie hôtelière, des industries agro-alimentaires et des industries d'exportation. Sur le montant total de 3,8 milliards de dollars US que constituent les projets d'investissements déjà approuvés, seuls 25 à 30 % ont été effectivement réalisés.

Dans une partie du monde qui connaît un rythme de développement particulièrement élevé, le Vietnam, resté fidèle au marxisme-léninisme, est donc toujours à la traîne.

Morvan DUHAMEL

## Le rôle des femmes dans la guérilla du Sentier Lumineux

Lorsque la police arrêta le chef du Sentier Lumineux, Abimaël Guzmán, à Lima le 12 septembre, trois femmes, membres du Comité central du mouvement, furent appréhendées avec lui – dont Elena Iparraguirre, bras droit de Guzmán. Au moins huit des dix-neuf membres du Comité central sont des femmes et un nombre surprenant de femmes figure également dans les rangs de l'organisation : selon les chiffres publiés par l'organisation elle-même, 40 % de ses membres sont des femmes (1).

Même avant que le mouvement du Sentier Lumineux ne

soit fondé en 1970, Guzmán insistait sur la participation indispensable des femmes à toute future lutte armée. A cette époque, il citait fréquemment Mao, selon lequel les femmes représentent la moitié du monde et l'égalité entre elles et les hommes ne peut être atteinte par une guerre des sexes, mais par la lutte de classes.

Poussé par sa femme, Augusta de la Torre, fille d'un haut responsable du Parti communiste

(1) Sur l'histoire du Sentier Lumineux et la biographie d'Abimaël Guzmán, voir l'article de Branko Lazitch dans notre numéro d'octobre 1992, p. 16. Le rôle des femmes dans la guérilla péruvienne y est déjà sommairement évoqué.

péruvien, Guzmán créa en 1965 le « *Mouvement de la femme du peuple* », qui devint par la suite l'organisation sendériste chargée d'établir les modalités de la participation des femmes à la « révolution du peuple », prévue de longue date par Guzmán.

Parmi les personnes arrêtées en compagnie de Guzmán, se trouvait l'ancienne première danseuse Maritza Garrido Lecca, dont la résidence lui servait parfois de domicile clandestin lors de ses séjours à Lima. Les Péruviens furent abasourdis de la voir, sur une bande vidéo diffusée par la police, le poing levé et le regard glacial, criant : « *Le communisme prendra le pouvoir dans le monde entier !* »

Elena Iparraguirre (la « camarade Myriam »), « numéro deux » du mouvement et maîtresse de Guzmán depuis qu'en 1990 Augusta de la Torre s'est, dit-on, suicidée, usait de son influence sur Guzmán pour contrôler l'organisation.

La troisième femme importante du mouvement sendériste arrêtée dans le refuge de Guzmán est Laura Zambrano Padilla, alias « Meche », l'un des neuf membres du politburo du Sentier Lumineux. Elle dirigeait également le comité métropolitain de Lima, qui organise et coordonne tous les actes terroristes dans la capitale péruvienne.

Les camarades « Myriam » et « Meche » figurent parmi la petite douzaine de femmes du mouvement sendériste qui ont atteint le niveau supérieur de la structure du pouvoir. Selon Isabel Coral, une sociologue péruvienne qui achève une étude sur la participation des femmes à l'insurrection sendériste, les femmes sont en général maltraitées au sein de l'organisation : « *Les femmes qui adhèrent au Parti doivent pratiquement renoncer à leur rôle de femme* », a-t-elle dit au cours d'une récente interview à Lima. « *Elles ne bénéficient d'aucun égard, même en ce qui concerne leurs besoins d'hygiène les plus*

*élémentaires. Par ailleurs, un grand nombre de ces femmes sont obligées d'avoir des relations sexuelles avec les hommes de la guérilla* ».

La doctoresse Matilde Ureta de Caplansky, psychiatre péruvienne et professeur d'université, croit que de nombreuses femmes du mouvement sendériste ont acquis une double personnalité : « *En discutant les principes idéologiques de Guzmán, dit-elle, elles deviennent presque des robots et simplement proclament les idées qui leur ont été inculquées. Mais si l'on change de sujet, elles redevennent des personnes relativement normales* ».

Avant sa récente capture par une patrouille militaire près de Satipo, ville du centre du Pérou, la « camarade Lucía » commandait une unité sendériste spécialisée dans les raptés d'Indiens « ashaninka », recrutés de force pour lutter au sein de la « révolution populaire » dans la vallée de l'Ene. Aujourd'hui, devenue « *arrepentida* » (membre repentie de la guérilla), elle coopère avec l'armée. Mais elle craint pour sa vie et met en garde contre les sendéristes : « *Ils ont des yeux et des oreilles partout. Ils sont partout* »... Elle avoue avoir commencé à se désintéresser de la lutte armée lorsqu'elle fut obligée d'opérer des raids contre des villages indiens et de tuer certains camarades de guérilla.

Au sein du mouvement, Guzmán avait la réputation d'être un franc buveur et un ardent coureur de jupons. Il se serait adonné à de longues beuveries avec d'autres chefs sendéristes et, selon Gustavo Gorriti, journaliste et auteur péruvien, aurait une fois, pris de boisson, expulsé un subordonné du Parti à la suite d'une querelle au sujet d'une femme...

L'expérience a démontré que les femmes sendéristes font fréquemment preuve de plus de violence et de brutalité que leurs homologues masculins. De nombreuses femmes membres de la guérilla auraient administré le « coup de grâce » au cours des opérations d'assassinat. Ainsi, lors du meurtre, perpétré en février dernier, de Maria Elena Moyano, maire-adjointe très populaire d'un bidonville de Lima, des femmes sendéristes appartenant à la « brigade d'annihilation » auraient tiré à bout portant sur la victime en la visant à la tête.

Des sociologues et psychiatres péruviens et étrangers ont attribué la brutalité des femmes sendéristes à la dynamique du mouvement, qui considère la violence comme un attribut. Désirant être traitées à égalité, les femmes du Sentier Lumineux tenteraient d'être plus « machistes » que les hommes de la guérilla...

Pablo FERNANDEZ

## Confessions d'un père jésuite, ancien auxiliaire du communisme

**L**e père Jean-Yves Calvez, de la Compagnie de Jésus (il en fut le provincial pour la France), dont on ne parlait plus guère, vient de donner une interview à *l'Humanité* (24 novembre 1992). Belle occasion de se remettre en mémoire le rôle néfaste qu'ont joué au profit du communisme, et des pires communistes, un nombre hélas ! considérable de chrétiens.

Ils étaient assurément sincères et bien intentionnés, mais leur intelligence était égarée, par la pitié sans doute (ce qui est fort respectable, même si la pitié n'est pas toujours bonne conseillère), plus encore par la peur obsédante et quasi-malade de laisser croire que, puisqu'on était catholique, on était de droite. Il ne cherchaient même plus à savoir si, parmi les valeurs défendues par la droite, il n'y en

avait pas quelques unes qui font que les sociétés subsistent et, si l'on peut dire, permettent aux hommes d'être humains : l'ordre, le devoir, l'autorité, la justice, le travail, la famille, la patrie, d'aucuns ajouteraient la religion. Tout ce qui portait la marque de la droite devait être rejeté en bloc. Il fallait être « de gauche ». C'était le goût du jour et l'air du temps. On ne se donnait même pas la peine de faire un tri, de mettre en évidence, parmi les valeurs les plus authentiques que défend la gauche, les moins contestables. Par une sorte de vertige intellectuel et sentimental, on assumait tout, même le pire : au point que, pendant une décennie et plus, le communisme stalinien fut honoré, idolâtré comme s'il était le summum, l'achèvement et la synthèse des valeurs de gauche.

La gauche n'avait tout de même pas mérité un pareil dés-honneur.

\* \* \*

Le père Calvez restera dans l'histoire des idées comme celui qui a permis au marxisme (et, par voie de conséquence, au communisme) de pénétrer la pensée catholique. En 1956, il publia un gros ouvrage : *La pensée de Karl Marx*, qui, pendant de longues années, fut le manuel dans lequel des générations d'étudiants en science politique s'initiaient à la pensée de Marx. Or, l'analyse du père Calvez reposait sur un énorme contresens. Son intérêt avait été attiré sur des textes de la jeunesse de Marx (avant que Marx ne fût... marxiste) publiés pour la première fois à la veille de la guerre. C'est dans ces textes que Marx parlait de « l'aliénation de la personne humaine ». Alors, le futur auteur du *Capital* n'avait pas encore élaboré sa conception matérialiste de l'histoire, et des lambeaux de la pensée idéaliste, ou même spiritualiste, traînaient encore dans son cerveau. Il devait les rejeter un peu plus tard : il y a même, dans le *Mani-*

*feste communiste*, quelques lignes où il les tourne en dérision.

\* \* \*

Les communistes s'effrayèrent au début de cette interprétation idéaliste ou spiritualiste du marxisme : ils craignaient quelque perfidie... jésuite destinée à perturber l'intelligentsia marxiste. Très vite, ils se rendirent compte que, bien loin d'écarter les communistes ou les sympathisants du marxisme-léninisme, les discours sur l'aliénation de la personne humaine attiraient les chrétiens vers le communisme.

Il se peut que l'intention originelle du père Calvez ait été de dire aux communistes que le père de leur doctrine était bien moins matérialiste qu'ils ne l'imaginaient, et d'ébranler ainsi leurs convictions : Jaurès, jadis, avait tenté une entreprise de ce genre quand il polémiquait avec Paul Lafargue sur le matérialisme et l'idéalisme dans la conception de l'histoire. Mais, si tel fut le projet, l'aboutissement fut autre. Si, aujourd'hui encore, toute une partie de la pensée française reste encrassée par les idées marxistes (on dirait mieux, par un marxisme vulgaire revu par Lénine et Staline, qui laisse dans l'ombre bien des nuances que Marx apportait à son propre système), il faut dire, au risque de lui faire commettre le péché d'orgueil, que le père Calvez n'y est pas pour rien.

\* \* \*

Les propos de lui qu'a rapportés *l'Humanité* nous poussent à douter quelque peu de l'intention que nous lui prêtions. Ils sont au moins déconcertants, pour ne pas dire effrayants.

Jugez plutôt :

« J'ai partagé avec Franz Fanon, militant pro-algérien des années 60 et auteur de « *Damnés de la terre* », l'idée

*d'une possible régénération des civilisations usées, vaincues par la mesquinerie et l'intérêt personnel, par le tiers monde en tant qu'humanité vierge et fraîche. C'est-à-dire solidaire et ouverte au prochain ».*

On croit rêver.

Certes, le père Calvez n'était pas le premier (ni le seul) à délirer de la sorte. Après tout, les chrétiens du III<sup>e</sup> siècle comptaient sur les « Barbares » venus de l'autre côté du Rhin pour régénérer la société romaine. On sait ce que cela devait donner. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, et tout particulièrement au XVIII<sup>e</sup>, on vit se répandre la croyance au « bon sauvage », à l'homme qui est bon lorsqu'il sort des mains de la nature et que la civilisation a perverti. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on verra l'anarchiste Cœurderoy prophétiser la régénération de l'Occident par les Cosaques, tandis qu'un des pères de l'idéologie raciste, Vacher de Lapouge mettait ses espoirs, pour rénover la société européenne, sur les Berbères d'Afrique du Nord, la « dernière réserve des barbares blancs ». La régénération par les barbares des peuples que la civilisation a conduits de déchéances morales en déchéances physiques faisait partie alors des idées courantes, et si elle a perdu de sa présence et de sa force, c'est qu'elle a subi la concurrence d'une autre conviction de même nature : la régénération sociale, non plus par les barbares de l'extérieur, mais par ceux de l'intérieur : les prolétaires !

Le prolétaire a été le substitut du bon sauvage. Selon un mot plaisant et profond d'André Philip, on se mit à croire à « l'immaculée conception du prolétariat ». Puis ce fut, on le voit, le tour du tiers monde...

Vraiment, il était grand temps que l'on vînt rappeler aux catholiques – les pères jésuites y compris – que, depuis la faute d'Adam, l'homme est marqué par le péché originel et que, s'il lui arrive de faire le mal, ce n'est pas forcément la société qui en est la cause.

Claude HARMEL



# notes et informations

## En Finlande, l'URSS stipendiait aussi des non-communistes

Les archives soviétiques continuent à nous instruire !

Durant les années 50 et 60, lorsque nous évoquions, à « *Est & Ouest* », la situation politique de la Finlande, nous avons maintes fois souligné la complaisance pour le moins suspecte dont M. Uhro Kekkonen, Président de la République, faisait preuve envers l'URSS. Et nous nous demandions pourquoi il se comportait toujours comme un authentique « compagnon de route », ainsi qu'on disait à l'époque. N'était-il pas le leader du Parti agrarien ?

En 1956, par exemple, nous écrivions : « *M. Kekkonen, qui n'est assurément pas communiste, est néanmoins l'une des personnalités politiques finlandaises qui ont le plus travaillé ces dernières années à faire glisser la Finlande dans l'orbite, au moins économique, de l'URSS, quitte à ce que se relâchent les liens de la Finlande avec l'Occident, en particulier avec les autres États nordiques* » (*Est & Ouest* N° 147, 1<sup>er</sup> mars 1956, p.12).

Nos mises en garde n'étaient pas toujours comprises, elles suscitaient même parfois des moqueries. Ne voyions-nous pas des communistes partout ?

Les archives soviétiques viennent de confirmer nos appréhensions, et même au-delà de ce que nous imaginions. Car jamais nous n'aurions osé écrire qu'Uhro Kekkonen, Président de la République de Finlande, était un **politicien stipendié par le KGB**. Et pourtant...

Un éminent historien finlandais, le professeur Hannu Raoutkallio, a pu prendre connaissance, dans les archives soviétiques, des documents concernant le PC soviétique et ses rapports avec la Finlande au cours des années 1955-1968 (au total, près de 5 000 documents). Et le résultat de ses recherches a fait l'objet d'un ouvrage paru cet automne à Helsinki, où il a fait sensation. Ses conclusions sont nettes : c'est la direction du PC soviétique qui déterminait toutes les décisions concernant les problèmes, petits et grands, relatifs aux relations entre l'URSS et la Finlande. Et grâce aux moyens financiers considérables dont elle disposait, la direction du PC soviétique s'ingérait directement dans la vie politique intérieure de la Finlande.

L'un des documents cités par le professeur Raoutkallio témoigne de ce qu'Arvo Korsimo, l'un des plus proches collaborateurs du Président Kekkonen, en fait son homme de confiance, avait demandé à Moscou, en janvier 1962, de fournir des fonds pour financer la campagne électorale du Président, de façon à assurer sa réélection à la présidence de la République. Presqu'aussitôt, les fonds nécessaires avaient été envoyés. Par l'entremise d'un agent du KGB !

Ce versement, précise l'historien finlandais, n'a pas été le seul : des années durant, toute une série de partis, d'organisations et de personnalités politiques ou autres de Finlande ont ainsi bénéficié de subsides soviétiques, sur décision du PC de l'URSS.

Mais la Finlande, on le sait, n'était pas le seul État occidental à souffrir ainsi de l'ingé-

rence financière de l'Union soviétique, y compris dans les milieux non-communistes. Il en allait de même, entre autres, de la France et l'étude des archives soviétiques devrait bientôt réserver quelques surprises de ce côté-là aussi.

## Contrepartie de prébendes soviétiques ?

En échange de prébendes soviétiques, des citoyens finlandais, répertoriés ou non comme militants communistes, apportaient aux services secrets de l'URSS un concours qui était parfois fort utile à ceux-ci. Notamment pour forger de fausses identités au bénéfice de leurs agents.

Ainsi, c'est un agent du KGB qui se faisait passer depuis longtemps pour un citoyen finlandais, et qui était muni des pièces d'identité et d'une « légende » adéquates, qui avait approché Didier Degout, l'ingénieur militaire français interrogé récemment à Paris par les services du contre-espionnage. Travaillant dans un institut central de technologie situé à Arcueil, dans la banlieue parisienne, Degout est accusé d'avoir transmis pendant plusieurs années des informations technologiques confidentielles à cet agent. Il le croyait finlandais et ne se méfiait pas...

## Révélation d'un transfuge de l'espionnage soviétique en Scandinavie

Début octobre dernier, preuves écrites à l'appui, le gouvernement norvégien déclarait *persona non grata* le troisième secrétaire de l'ambassade de Russie à Oslo, Viktor Fedik. Celui-ci quittait alors le pays sans demander son

reste : depuis des années, il approchait en permanence les étudiants étrangers fréquentant des établissements d'enseignement supérieur norvégiens, et tentait de les compromettre pour les recruter ensuite comme agents potentiels.

Comment a-t-il été détecté ? Grâce aux révélations d'un agent haut placé de la Direction principale du Renseignement russe, le G.R.U., qui a fait défection à Oslo en février précédent et qui, soumis pendant des semaines à l'interrogatoire des services norvégiens de contre-espionnage, a livré de précieuses informations sur ce qu'a été l'espionnage soviétique en Scandinavie, et sur ce qu'il en reste...

### Qui espionne qui ?

Le correspondant à Moscou du quotidien suédois *L'Expressen* a indiqué, par un appel publié dans l'organe moscovite *Moskovskaya Pravda*, que son journal proposait de « bien rétribuer » les renseignements dignes de foi qui pourraient lui être fournis sur les mouvements de sous-marins étrangers se produisant le long des côtes suédoises.

Aussitôt les autorités militaires russes ont protesté contre cette « incitation à l'espionnage », alors qu'il s'agit d'une tentative, passablement originale, pour élucider le problème des sous-marins étrangers maintes fois détectés dans les eaux territoriales suédoises ces dernières années, et dont Moscou a toujours affirmé n'en rien savoir. *L'Expressen* a même révélé que les autorités russes allaient, à la demande des militaires, entamer « une enquête sur l'activité du journal en Russie ».

Cette affaire n'est pas la seule à envenimer depuis peu les rapports entre Stockholm et Moscou. A Saint-Pétersbourg, le consul général de Suède, Sture Stjarnlöv a révélé

voici peu le refus des services spéciaux russes de l'aider à démonter les installations d'écoutes qu'il avait découvertes fin août dans ses locaux, placées là jadis par le KGB.

Le gouvernement suédois a protesté contre ce refus, rappelé qu'Evguenii Primakov, responsable des services russes de renseignements, lui avait promis que toutes les opérations d'espionnage anti-suédoises avaient été suspendues, rien n'y a fait.

Aussi le consul de Suède envisage-t-il de s'installer dans un nouveau local. Mais qui le garantit contre une nouvelle initiative des « plombiers » russes ?

### Présence inattendue d'Israël en Asie centrale

Les craintes éprouvées par les dirigeants israéliens de voir les nouvelles républiques d'Asie centrale s'engager dans le combat islamiste contre leur pays les a conduits à prendre des initiatives audacieuses. Ils ont proposé leur aide, notamment dans le domaine agricole, aux dirigeants de la région.

C'est ainsi qu'en Ouzbékistan – troisième producteur de coton après les États-Unis et la Chine – les Israéliens ont introduit des techniques de culture de cette plante, particulièrement productives et demandant moins d'eau, moins d'engrais (on sait quels problèmes d'irrigation et de pollution par les pesticides et les fertilisants connaît cette république). Des contrats semblables viennent d'être signés au Tadjikistan et au Kazakhstan, où plusieurs autres projets, notamment dans le domaine de l'irrigation et des matières plastiques, vont être réalisés. Les Israéliens seront payés en pétrole.

Le Premier ministre du Kazakhstan, M. Sergei Térenchenko, avait fait une visite remarquée en Israël en sep-

tembre dernier. L'Iran, qui a surtout essaimé, dans les nouvelles républiques indépendantes d'Asie centrale, des Corans et des Mosquées, a déjà dénoncé cette avancée israélienne. Mais la soif de technologie occidentale est forte chez les dirigeants d'Asie centrale. Et les Israéliens sont désireux de poursuivre leurs efforts – avec la bénédiction et l'aide financière américaine – dans le domaine de l'agriculture, de l'irrigation et de la santé.

### Surarmement à Cuba

Tandis que des associations humanitaires diverses des États-Unis, de France et d'ailleurs recueillent et envoient au peuple cubain des médicaments et de la nourriture dont il manque cruellement, le gouvernement de La Havane va dépenser la contre-valeur de deux milliards de dollars pour acheter de nouveaux armements à la Russie. Et tandis que le gouvernement de Moscou implore en Occident toujours plus d'aides et de crédits, il continue à entretenir à grands frais la base militaire russe implantée à Lourdes, près de La Havane ; il va même aider Fidel Castro à terminer sa centrale nucléaire de Cienfuegos, si dangereuse pour l'environnement de toute la région.

Tels sont, selon le quotidien de Madrid *ABC*, les termes d'un accord de quatre ans conclu entre La Havane et Moscou le jour même où William Clinton était élu président des États-Unis.

Parmi les armements russes vendus à Cuba, figurent des chasseurs-bombardiers *Sukhoï 27* et des *Mig 29* (300 appareils, selon certains observateurs), trois torpilleurs dotés de missiles mer-mer, deux sous-marins du type *Fox-Trot* et *Kilo*, des systèmes d'armes anti-aériennes dont deux dotés de missiles terre-air et vingt de mitrailleuses à contrôle radar.

Le ministre russe du Commerce extérieur a pu dire à juste titre, lors de la conclusion de cet accord, que Cuba est toujours l'un des meilleurs acheteurs d'armes russes. Il a ajouté que ces armements et l'achèvement de la centrale nucléaire servaient en partie à payer le loyer de la base russe de Lourdes. Cuba devant aussi, précise le quotidien madrilène, envoyer à la Russie d'importantes quantités de sucre et de nickel.

### Un « blocus » bien peu contraignant

Le gouvernement communiste de La Havane et ceux qui le soutiennent à l'étranger ne manquent jamais une occasion de condamner le « blocus » économique dont Cuba serait victime.

Au fait, de quel blocus s'agit-il donc ? Des compagnies aériennes occidentales desservent la capitale cubaine régulièrement, des sociétés de tous les pays, sauf des États-Unis, commercent avec Cuba, voire s'y installent. Ainsi plusieurs entreprises françaises sont-elles présentes dans l'île, dont la société « *Sucres et Denrées* », qui, selon « *l'Humanité* » elle-même (28 décembre 1992), « *achète une importante partie de la production sucrière cubaine* ». Et la compagnie « *Total* » a signé voici peu un accord de recherche pétrolière dans les eaux cubaines.

En août dernier, le ministre français du Budget, séjournant à La Havane, annonçait même la prochaine signature d'une convention franco-cubaine destinée à faciliter l'intervention des entreprises françaises à Cuba. Le gouvernement de Fidel Castro va aussi bénéficier, on se demande d'ailleurs pourquoi, d'un don du gouvernement de Paris de 30 millions de francs, destiné à financer plusieurs projets de développement.

Le même numéro de « *l'Humanité* » publiait en outre une photo de Fidel Castro ainsi légendée : « *Le Président cubain, Fidel Castro, a présidé samedi, à La Havane, une cérémonie à l'occasion de la livraison de 36 autobus, de pétrole et de papier offerts par la municipalité espagnole de Puerto Real (province de Cadix)* ».

Le soi-disant « blocus » économique dont Cuba souffrirait, divers pays sous-développés, voire plusieurs régions françaises voudraient bien en subir un semblable...

Car il est loin le temps où le Premier ministre français, Michel Rocard, déclarait au quotidien madrilène « *El Pais* » (septembre 1990) : « *Dans la mesure où les institutions ne changent pas à Cuba, personne ne pourra lui accorder une confiance suffisante pour apporter une aide à sa transformation économique...* ».

### « Catacombes », dernière

« *Catacombes* », un mensuel qui, sous la direction de Sergiu Grossu et de son épouse, Nicole Valéry, défendait depuis plus de vingt ans les chrétiens en butte aux persécutions dans les pays communistes, cesse de paraître. On a pu y relever les signatures d'Achille Dauphin-Meunier, Gabriel Marcel, Pierre Pascal, le P. Jean Nicolas, ex-pensionnaire du goulag à Vorkouta, Dimitri Panine, Suzanne Labin.

« *Catacombes* » faisait écho à ce qui se passait parmi les communautés chrétiennes d'outre rideau-de-fer et d'outre rideau-de-bambou. La cadavre du communisme bouge encore. Mais les rideaux sont tombés. « *Catacombes* » peut s'arrêter l'âme en paix...

### Banal assassinat

A ceux qui douteraient encore que des assassinats individuels, même en France, faisaient partie de l'action militaire normale des agents de l'Internationale communiste en France, *l'Humanité* du 9 décembre en apporte une confirmation indiscutable.

En page 23, un article résume la biographie de Marina Tsvétaïeva, poète soviétique dont le journal du PCF célèbre le centenaire de la naissance. On y lit notamment :

« *Elle rencontre Serge Efron en 1911 et l'épouse en 1912. Naissance d'Ariane, son premier enfant... En 1922, Marina apprend que son mari est vivant, à Berlin. Elle le rejoint... La famille s'installe à Prague jusqu'en 1924, puis gagne la France (Bellevue, Meudon, Paris)... En 1935, Efron commence à travailler pour les services secrets soviétiques. En 1937, sa fille Ariane rejoint Moscou ; la même année, Efron doit quitter précipitamment Paris pour Moscou : il est impliqué dans le meurtre d'un agent soviétique qui refusait de rentrer en URSS... Malgré ses hésitations... elle (Marina Tsvétaïeva) rejoint Moscou en 1938 ».*

La suite est tout aussi classique : sa fille Ariane est arrêtée en URSS en 1938, puis c'est peu après le tour de Serge Efron lui-même, par la suite exécuté. En 1941, reléguée en Tatarie, Marina Tsvétaïeva se pend, à 49 ans...

Mais pas un mot d'explication, aucune trace de compassion dans cet article. Pour le journaliste (anonyme) de *l'Humanité* d'aujourd'hui, il était banal et dans l'ordre des choses en France, lorsqu'on s'était mis au service de Moscou, de pratiquer l'espionnage et de participer à un assassinat, puis de se réfugier en URSS... et d'y être assassiné à son tour quand on en savait trop !



## livres

### L'ISLAMISME POLITIQUE, UN TIGRE DE PAPIER ?

**N**ous soutenions ici même (voir *Est & Ouest*, juillet-août 1992) que, d'une certaine façon, l'islamisme politique prenait, parmi les menaces les plus graves encourues par la démocratie, une part de l'espace occupé par le communisme.

A lire le dernier livre d'Olivier Roy (1), nous ne croyions pas si bien dire. Cette vague islamiste, écrit-il, n'est pas une résurgence d'on ne sait quel obscurantisme médiéval. C'est, comme le marxisme, un phénomène moderne, répondant surtout à la situation sociale difficile traversée par les pays musulmans. Les sources et les formes mêmes de la contestation islamiste ne sont d'ailleurs pas sans rappeler celles de la contestation d'inspiration léniniste. Enfin – et c'est indéniablement pour nous une surprise – Olivier Roy soutient que cet islam politique est voué à l'échec, qu'il a même déjà échoué.

Les militants islamistes, souligne d'abord Olivier Roy, sont le plus souvent issus du système scolaire moderne, et plutôt des scientifiques, à l'instar d'Abdelkader Habani, le porte-parole du FIS en 1991, ancien ingénieur des pétroles. Les foules qui les suivent vivent dans les valeurs de la ville moderne (consommation et ascension sociale), leur univers est celui du cinéma, des jeans et de la vidéo. Bref, « *le surgissement de l'islam politique contemporain n'a donc rien à voir avec le retour d'un clergé médiéval et obscurantiste qui s'appuierait sur les campagnes pour rejeter la modernité. Les révoltes musulmanes sont aujourd'hui urbaines* ».

Certes, la pensée islamiste elle-même nie qu'il y ait des espaces spécifiquement religieux ou politiques. Tout est religieux. Mais ce que cette pensée appréhende, ou plutôt ne peut appréhender, est une chose. La réalité en est une autre. « *Ce n'est pas, écrit Roy, parce que l'islamisme, en fin de compte, échoue à penser la modernité que celle-ci n'intervient pas dans les faits et les mouvements sociologiques* ».

La force de l'islamisme vient aussi de la crise de légitimité – crise moderne s'il en est : ce ne sont ni les Russes, ni les Tchèques, ni les Lombards, ni les Corses, ni les Catalans qui le nieront – que connaissent les régimes et les Etats laïcs, marxistes, nationalistes. Olivier Roy multiplie les preuves de ce que les islamistes chaussent les bottes marxistes ou léninistes. Certes, il existe entre islamisme et léninisme des différences de taille. Et d'abord celle-ci, que le second est une théorie du social et du politique que le premier est incapable de penser, ramenant tout à l'éthico-religieux... Roy résume d'ailleurs ainsi l'aporie dans

laquelle l'islamisme s'enferme : la société islamique est nécessaire pour que le croyant puisse accéder à la vertu, mais une telle société ne peut fonctionner que par la vertu de ceux qui la composent...

Autre différence de taille, pratique celle-là : il n'existe pas de centre islamique unique, il n'existe pas d'Internationale pour impulser et coordonner la révolution, mais divers embryons de centres, émanations de tel ou tel État : le Bureau de la propagande islamique pour l'Iran, la Ligue islamique pour l'Arabie saoudite, la Conférence islamique et populaire pour le Soudan, sans parler des réseaux des Frères Musulmans, moins liés, eux, à un État.

Les militants islamistes ont côtoyé, pendant leur formation universitaire, les militants communistes et ont emprunté à leur registre conceptuel des termes comme « *révolution* », « *propagande* », ainsi qu'à leurs techniques organisationnelles, l'amir remplaçant le secrétaire général et la chourra, le Comité central... Même l'opposition entre les islamistes, désireux de prendre le pouvoir « par le haut », par l'État, et ceux que Roy appelle les « *néo-fondamentalistes* », comme les dirigeants du FIS, anticipant la société islamique grâce au militantisme local, aux associations, aux coopératives, etc. renvoie à l'opposition, plus connue de nos lecteurs, entre le bolchévisme et la social-démocratie ; ou, pour prendre des références plus récentes, entre le mouvement communiste officiel et les mouvements alternatifs qui fleurirent, notamment en Allemagne, dans les années 70...

Pourtant, affirme Roy, l'islam politique a échoué. Il n'a pas pu offrir d'alternative aux sociétés musulmanes. « *A part la révolution iranienne (où il n'a cependant pas su modeler une société nouvelle) l'islamisme n'a pas modifié en profondeur la scène politique du Moyen-Orient. L'islamisme politique ne résiste pas à l'exercice du pouvoir. Et en 1991, ce sont les régimes de 1980 qui sont en place, et la guerre du Golfe a consacré l'hégémonie américaine* ».

Voilà pour l'échec international. Mais l'échec intérieur est également évident. Toute victoire de l'islamisme ne peut être qu'une victoire en trompe l'œil dans la mesure où il ne change que les mœurs et le droit. L'islamisme rétablit la *chariat*, mais n'invente aucune forme politique nouvelle, « *ce qui le condamne à n'être que le paravent d'une logique politique qui lui échappe* », au bout de laquelle on trouve les divisions traditionnelles (éthiques, confessionnelles, sociales ou nationales).

Ainsi l'État islamique est un mythe, comme l'économie islamique est un mythe. Vivace encore longtemps, capable même de prendre le pouvoir ici ou là, et par exemple en Algérie, l'islamisme n'a pas fini de faire parler de lui. Mais il se trompe lourdement en croyant revenir à l'islam « vrai ».

Pierre RIGOULOT

(1) Olivier Roy, *L'échec de l'Islam politique*, éd. du Seuil, Paris 1992, 255 p., 130 F.